

(26.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 DÉCEMBRE 1923.

BUDGET

DES VOIES ET MOYENS POUR L'EXERCICE 1924 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Suivant la méthode adoptée l'an dernier, le rapport sur le budget des Voies et Moyens énoncera les observations de la Commission spéciale sur l'Exposé général du Gouvernement. Ce document, d'une ampleur, d'une sincérité et d'une clarté auxquelles tous rendent hommage, a singulièrement facilité notre tâche.

Les observations ont porté d'abord sur la forme qui est donnée au budget et sur la répartition des projets de lois budgétaires entre la Chambre des Représentants et le Sénat.

Plusieurs membres sont revenus avec insistance sur les critiques qu'ils avaient formulées antérieurement touchant la division du Budget général en dix-neuf projets de lois distincts, outre le Budget des Recettes et Dépenses pour ordre. Les arguments qu'ils invoquent en faveur d'un budget unique furent indiqués dans le rapport général sur le budget de 1922. Parmi les considérations qui justifient leurs préférences, la principale est celle de l'équilibre budgétaire, qui leur semble menacé de rupture si le Parlement, d'un bout à l'autre de la discussion des crédits, n'a constamment en vue la balance générale des recettes et des dépenses et ne suspend point son vote tant que celle-ci peut être modifiée par des amendements. Suivant l'avis des mêmes membres, cette considération, qui aurait sa valeur en toutes circonstances, emprunte aux difficultés parmi lesquelles nous nous débattons une importance particulière.

(1) Projet de loi, n° 41.

(1) Composition de la Commission spéciale ;

1) Les membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Auguste), de Liedekerke, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wauwermans.

2) Six membres nommés par les Sections : MM. De Bue, de Montpellier, de Wouters d'Oplinter, du Bus de Warnaffe, Lamborelle et Sap.

La controverse que soulève la forme du budget affecte, par voie de conséquence, le mode de collaboration des deux Chambres dans l'examen des projets de lois budgétaires. Mais, la question de principe mise à part et si l'on pratique le système du budget divisé, des divergences peuvent encore naître touchant la répartition des projets entre Chambre et Sénat. L'an dernier, nous avons regretté qu'on eût adressé au Sénat le budget des *dépenses recouvrables* dont les charges influencent si fortement la balance générale. Cette année, le Gouvernement a joint ce budget au groupe des budgets d'ordre spécialement financier, qui sont d'abord soumis à la Chambre : nous le constatons avec satisfaction.

Reste un progrès à réaliser : c'est de transmettre à la même Assemblée les deux budgets de la Colonie.

*
* *

Le fait essentiel que la Commission se plaît à souligner au début de cet examen, c'est l'équilibre du budget ordinaire.

Le total des dépenses de cette catégorie que nous sommes appelés à autoriser s'élève à 3,354 millions.

Il est couvert, à peu de chose près, par un total de recettes qui atteint le chiffre de 3,345 millions.

Ces deux chiffres, à eux seuls, ne manquent pas d'éloquence. Ils deviennent plus significatifs encore lorsqu'on analyse les éléments qui les composent.

Le chiffre des dépenses d'abord :

Il est constitué : 1° par les charges de la Dette publique dont nous aurons à parler plus loin, charges qui sont inscrites au budget ordinaire pour 1,383 millions; 2° par les dépenses des différents ministères, régies exceptées, qui s'élèvent à 1,587 millions; 3° par les remboursements, qui sont prévus pour 383 millions.

Examinons le 2° qui est le montant des frais de nos grands services publics. Par rapport aux dépenses votées pour 1923, il offre une augmentation de 157 millions. S'agit-il d'un accroissement réel de la dépense? Non pas. Cette augmentation du chiffre provient de transferts opérés du budget extraordinaire et du budget pour ordre au budget ordinaire, c'est-à-dire d'un retour à une comptabilité saine et véridique (pp. 9-12 de l'Exposé général).

L'ensemble des dépenses administratives ne présente pas d'augmentation, bien que l'index des prix ait monté de 20 p. c. depuis un an et bien qu'une somme de 13 1/2 millions ait été affectée à améliorer la situation des agents de l'État qui ont charge d'enfant — ce que nous approuverons unanimement.

Ainsi grevé de dépenses qu'on avait trouvé commode jusqu'ici de reléguer ailleurs, le budget ordinaire s'équilibre cependant, grâce à la progression remarquable des recettes. Pour déterminer celles-ci, il convenait, tout en restant dans les limites de la prudence, de serrer les réalités d'aussi près que possible. Dans une période comme celle que nous traversons, où l'appareil fiscal a pris un développement inouï tandis que la situation économique et les conditions financières sont instables, les faits doivent être suivis pas à pas. C'est ce que l'Administration des Finances a compris et pourquoi elle

a basé ses prévisions de recettes sur les constatations les plus récentes. Nous aurons l'occasion de reconnaître, dans l'examen détaillé qui en sera fait plus loin, que ces prévisions ne sont pas exagérées.

Il est un autre aspect du budget des Voies et Moyens que la Commission considère avec satisfaction. Sortis du chaos des premiers budgets d'après-guerre, résolus à marcher rapidement vers l'assainissement de nos finances, nous ne pouvons plus désormais admettre dans nos budgets ordinaires que des recettes réelles, dont l'encaissement, au cours du prochain exercice, apparaît certain. L'an dernier, on avait de sérieux doutes sur la recette « compensatoire » de 457 millions à verser par l'Allemagne, qui servit à équilibrer le budget ordinaire; la Chambre se rappellera les réserves dont cet article fut l'objet. Dans le budget qui vous est soumis, cette recette purement théorique a disparu et cependant l'équilibre est obtenu à 9 millions près.

Un tel résultat est dû au progrès des recettes d'impôts, lesquelles dépassent de 777 millions les chiffres prévus pour 1923. « Il apporte la preuve », nous dit avec raison l'Exposé général « que le contribuable belge, avec un patriotisme auquel il faut rendre hommage, ne recule pas devant son devoir fiscal, si lourd soit-il. Il est aussi à l'honneur de l'Administration qui a su, en même temps qu'elle procédait à un travail interne de réorganisation, faire face à une tâche d'une formidable ampleur ». (Exp. p. 4.)

Adaptation rapide du contribuable, progrès réalisés par l'Administration, telles sont les causes spéciales de l'augmentation de nos recettes. Il en est d'autres. L'accroissement du produit des impôts, notamment des contributions directes, est dû en grande partie à la prospérité à peu près générale de nos entreprises industrielles, commerciales, agricoles. Il est dû aussi, incontestablement, à la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie, qui fait hausser les prix et gonfle artificiellement les chiffres des revenus : c'est là un aspect troublant de la situation budgétaire.

Le Gouvernement émet l'avis qu'on ne peut demander de nouveaux efforts aux contribuables dans le courant de cette année et que l'accroissement des recettes doit être attendu d'une application perfectionnée des lois existantes. La Commission des Finances se déclare d'accord avec lui sur ce point, abstraction faite de la revision du tarif douanier qui vous est actuellement soumise.

*
* * *

Les observations réconfortantes que nous venons d'exprimer sur l'équilibre du budget ordinaire ne doivent pas faire oublier les possibilités d'économies. La Presse en signale souvent, et point toujours à tort; l'opinion publique demeure convaincue qu'il reste une marge considérable de réduction possible dans les dépenses administratives.

L'Exposé général nous rappelle, dans une énumération impressionnante, les principales mesures qui, depuis l'Armistice, ont provoqué l'augmentation du personnel de l'État. La Chambre reconnaîtra que le Gouvernement n'est

pas seul responsable de toutes ces mesures et qu'elle-même les a en grande partie réclamées.

Quoi qu'il en soit, le tableau comparatif de l'importance numérique des diverses administrations avant et depuis la guerre (Exposé, pp. 49 et 50) donne à penser que nous sommes encore dans une situation transitoire et que le personnel de l'État, pour redevenir normal, peut encore subir des amputations. Qu'on en juge :

*Pourcentage d'augmentation du personnel entre le 31 juillet 1914
et le 1^{er} juillet 1923.*

Personnel total.	P. c.	Administration Centrale.	P. c.
Défense Nationale . . .	127	Défense Nationale . . .	273
Affaires Étrangères . . .	103	Affaires Étrangères . . .	188
Industrie et Travail . . .	87	Finances	145
Finances	55	Sciences et Arts	140
Sciences et Arts	32	Agriculture	52
Justice	28	Intérieur et Hygiène	45
Agriculture	25	Travaux Publics	50
Intérieur et Hygiène . . .	19	Justice	17
Colonies	18	Colonies	15
Travaux Publics	3.9	Industrie et Travail	16
Ensemble, y compris le Dé- partement des Affaires Économiques	61	Ensemble	120

Il importerait de distinguer, parmi le contingent de 61 p. c. qui s'est ajouté aux effectifs constatés en 1914, les éléments permanents et ceux qui ne sont que temporaires. Réserve faite pour le Département des Finances, on admettra difficilement que certains hauts pourcentages d'augmentation puissent être justifiés à titre définitif.

Cela s'applique en particulier aux administrations centrales, où l'augmentation du personnel est relativement plus forte que dans l'ensemble des cadres. Sans doute, les nécessités spéciales des circonstances ont surchargé les directions plus que les administrations subordonnées. Cependant, les chiffres établis ci-dessus décèlent une tendance à l'hypertrophie des administrations centrales, tendance qu'on a souvent signalée et qui entraîne un excès de bureaucratie et de paperasserie.

La Commission des Finances invite ceux de nos collègues qui feront rapport sur les différents budgets à indiquer les réductions qui pourront être opérées, plus ou moins prochainement, par la suppression de services temporaires. Et puisque la création de nouveaux services est devenue indispensable dans un but de progrès, que l'on s'attache à supprimer les routines qui immobilisent une partie du personnel dans des besognes inutiles.

Enfin il importe que l'on évite autant que possible de modifier les crédits prévus par des amendements qui les augmenteraient et aboutiraient à rompre l'équilibre final. Des suggestions peuvent être apportées, dont le Gouvernement devra tenir compte pour les budgets futurs. Mais il est hautement

désirable que le déficit du budget ordinaire ne soit pas aggravé au cours de la discussion.

L'honorable **Ministre des Finances** vient d'annoncer que, pour aider les fonctionnaires de l'État à supporter le renchérissement de la vie, une allocation supplémentaire d'un mois de traitement leur serait accordée pour 1924. La surcharge de 123 millions qui en résultera se répartira entre le budget ordinaire et celui des régies. Peut-être serait-il possible de la couvrir partiellement en relevant l'évaluation trop modérée de quelques recettes.

* * *

L'Exposé général traite spécialement de la Dette publique. Il fixe à 1,761 millions le total des crédits inscrits au budget général de 1924 pour en supporter les charges, abstraction faite des pensions. Il évalue à 40 milliards le montant total du capital de la Dette, compte tenu de la valeur actuelle en francs belges des monnaies étrangères. Devant ces chiffres, le **Ministre des Finances** insiste sur les dangers de l'accroissement de la Dette. « Il ne faut pas compter, dit-il, « que la progression des impôts pourrait suivre pas à pas la progression d'une dette sans cesse accrue. L'accroissement des charges fiscales a une limite dont nous nous rapprochons graduellement, tandis qu'aux charges d'emprunt il n'est aucune limite avant la saturation et la banqueroute. »

Ce progrès de notre passif était facile à prévoir. Déjà dans le rapport de la Commission des Finances sur le budget de 1921, on lisait : « Le total de la Dette publique s'achemine vers les 40 milliards ». Et le rapporteur disait à la Chambre : « Cette situation est grave. Nous devons en suivre le développement avec une extrême attention, car il faut préparer des solutions pour les diverses éventualités qui peuvent se produire et assurer, quoi qu'il advienne, la solvabilité de l'État. »

En effet, s'il n'est pas possible d'empêcher la progression de la Dette tant que l'Allemagne n'apporte pas la collaboration qu'elle doit à la réparation de nos dommages de guerre, au moins devons-nous faire tout ce qui est en notre pouvoir pour justifier en tous cas la confiance de ceux qui apportent leurs épargnes à l'État.

Dès 1920, la Commission des Finances protestait contre la pratique, non moins dangereuse que commode, qui consistait à imputer des charges de dettes sur le budget extraordinaire et sur celui des dépenses recouvrables ; elle obtint le transfert de 223 millions de ces charges au budget ordinaire. L'initiative du Gouvernement a fait passer cent autres millions (intérêts des Bons Monétaires) du budget extraordinaire à l'ordinaire. Naguère encore nous signalions la nécessité de couvrir par des recettes réelles, et non par une recette compensatoire purement théorique, les charges des emprunts contractés pour les réparations qui grèvent le budget ordinaire : c'est un fait accompli aujourd'hui.

La préoccupation marquée dans l'Exposé général incite à rechercher pour l'avenir les meilleurs moyens de sauvegarder le crédit de l'État.

Il importe avant tout de ne pas laisser grossir la part de notre passif dont les charges ne sont pas couvertes par des recettes annuelles certaines ; en

d'autres termes, il ne faut pas inscrire de nouvelles charges de dettes au budget des dépenses recouvrables. En effet, lorsque les intérêts d'une dette s'ajoutent chaque année au capital emprunté, celui-ci augmente avec une rapidité ruineuse, et la position du débiteur devient bientôt désespérée. Or, nous voyons déjà, parmi les charges du budget des dépenses recouvrables, 465 millions de crédits pour le service de divers emprunts. Ces chiffres grossiront nécessairement par l'émission de nouveaux titres d'indemnité. C'en est assez. Car, si l'on peut espérer que, dans un délai assez prochain, ce demi-milliard d'intérêts à payer sera équilibré par la valeur des livraisons en nature que l'Allemagne fournira, il serait imprudent d'escompter davantage avant longtemps. Et en attendant des versements plus importants, l'accumulation des intérêts non couverts constituerait un nouveau passif.

En conséquence, la Commission des Finances considère qu'une règle essentielle de notre politique financière doit consister désormais à inscrire au budget ordinaire le service de tout nouvel emprunt qui sera contracté, quel qu'en soit l'emploi, et à couvrir ce service par des recettes normales. On peut espérer que les recettes ordinaires de l'État, qui atteindront trois milliards en 1924, progresseront annuellement dans une proportion de 3 à 5 p. c. au moins : il serait donc possible de couvrir cent millions d'intérêts en plus et d'arriver au terme des réparations sans aggraver imprudemment les charges de dettes imputées sur le budget des dépenses recouvrables. Ainsi la solvabilité de l'État serait mise à l'abri des mécomptes ou des simples retards que nous pourrions éprouver dans le recouvrement de notre créance contre l'Allemagne. Et, si un avenir meilleur nous apporte notre dû, le relèvement du pays sera d'autant plus rapide.

« Le Budget de la Dette Publique, dit l'Exposé général, n'est en aucune mesure compressible ». Sans doute, pour le moment. Mais si l'État empruntait moins et laissait aux capitaux le temps de se reconstituer, le loyer de l'argent pourrait baisser et notre dette flottante deviendrait bientôt moins coûteuse.

Dans le rapport de l'an dernier, nous signalions le péril d'un budget qui exposait la Trésorerie à faire appel au crédit pour 3 à 4 milliards en une année. La balance générale des recettes et des dépenses proposées pour 1924 laisserait aussi un déficit important si le solde de la *Priorité* n'était pas liquidé. Le continuel recours à l'emprunt, qui résulte de ces déficits successifs, entraîne une hausse du taux de l'intérêt, dont l'État est le premier à souffrir. C'est de l'achèvement des réparations, d'une part, et des versements allemands, d'autre part, que nous devons attendre l'amélioration de cette situation dangereuse.

Situation aggravée par l'instabilité des changes. Faut-il parer à celle-ci et à la saturation du marché financier intérieur par des emprunts à l'étranger? De ce remède, qui devient parfois indispensable, l'expérience faite depuis l'Armistice a montré les effets onéreux. Pour une amélioration momentanée, il ajoute de nouveaux obstacles à ceux qui obstruent la route vers le relèvement définitif.

Ce ne serait pas un remède non plus, mais bien un péril de plus que de

recourir à « certaines formules fiscales exclusivement théoriques » qui nuiraient au développement de la richesse publique. (Cf. Exposé général, p. 14.)

* * *

L'équilibre du budget des Régies n'est pas moins indispensable que celui des recettes et des dépenses ordinaires.

Les chiffres énormes de ce budget — 1,693 millions de recettes et 1,722 millions de dépenses — montrent dans quelle mesure il affecte la situation financière de l'État.

Tel qu'il vous est proposé, le budget des Régies est satisfaisant. On ne peut incriminer, dans les circonstances actuelles, le déficit de 29 millions qu'il présente, d'autant que les charges financières sont comprises dans le service ordinaire et que les indemnités de vie chère y ont été transférées.

Mais ici les prévisions ont un caractère nécessairement aléatoire. A plusieurs reprises, elles ont été déjouées par la hausse du prix du combustible et de divers produits : qu'en sera-t-il au cours de cette année ? Les majorations de tarifs, devenues indispensables pour balancer l'accroissement des dépenses, sont escomptées pour 182 millions ; que donnent-elles en fait ? Enfin, le renchérissement de la vie laisse constamment ouvertes les questions relatives à la rémunération du personnel.

Ces graves problèmes, de même que les progrès réalisés et réalisables dans la gestion des Régies, sollicitent de la part de la Chambre un examen approfondi.

* * *

Le budget des dépenses extraordinaires s'allège progressivement, suivant la politique d'assainissement poursuivie par M. le Ministre des Finances. On n'y voit plus les indemnités de vie chère (86 millions), ni les importantes dépenses d'assistance (67 millions) qui dérivent de la guerre. L'ensemble de ces frais passe à la section des dépenses exceptionnelles comprise dans le budget ordinaire.

Reste à l'extraordinaire un total de 501 millions de crédits, dont le montant s'ajoutera au capital de la Dette publique et se traduira l'an prochain par une charge annuelle de 25 à 30 millions.

Les Travaux Publics pour lesquels seuls l'emprunt est justifié en temps normal, sont inscrits pour 204 millions ; le matériel militaire pour 131 millions et les habitations à bon marché pour 113 millions.

La Commission désire que les projets qui nécessitent l'intervention du Budget extraordinaire soient exposés dans leur ensemble de façon que la Chambre apprécie l'étendue des engagements ; elle demande aussi que les dépenses faites et celles qui resteront à faire pour l'exécution de ces projets soient évaluées chaque année à l'appui des crédits demandés.

Pour donner une sanction à la loi du 10 août 1923 sur le remboursement des avances de la Banque Nationale, la Commission vous propose d'insérer un crédit non limitatif de 50 millions, équivalent au montant des sommes produites par la liquidation des biens allemands séquestrés.

* * *

Le budget des dépenses recouvrables, avec ses 2,354 millions de crédits, ne

fait pas encore apparaître, les symptômes d'une solution prochaine; il est moins chargé pourtant du chef du domaine public et des régions dévastées.

On peut classer les dépenses inscrites à ce budget en quatre catégories :

1° Charges de dettes, à concurrence de 465 millions.

2° Pensions et allocations diverses, à concurrence de 200 millions, en ce comprises les allocations payées par le Ministère de la Défense Nationale. Cette charge ira décroissant.

3° Réparation du domaine public : environ 190 millions. L'œuvre touche à sa fin.

4° Réparation des dommages causés aux particuliers :

a) Indemnités aux sinistrés : 1,123 millions ;

b) Régions dévastées : 232 millions ;

c) Frais administratifs et judiciaires : 40 millions ;

d) Frais de l'armée d'occupation : 102 millions .

La recette de 1,636 millions prévue comme contre-partie de ces dépenses, est incertaine : l'Exposé Général en convient.

Certes on peut compter qu'il n'y aura point carence complète durant cette année ; mais les versements au compte de la Belgique atteindront-ils le chiffre de 1,636 millions ? La réponse à cette question dépend de facteurs qui échappent à nos prévisions.

Le budget des dépenses recouvrables pourrait donc entraîner un excédent de dépenses d'un milliard et demi à deux milliards.

Comme les années précédentes, plusieurs membres ont exprimé le vœu d'être renseignés, avec toute l'approximation possible, sur l'état des travaux des tribunaux de dommages de guerre, et sur les prévisions que l'on peut formuler quant au montant des indemnités restant à allouer.

*
* *

En conclusion de ces considérations générales, votre Commission, tout en considérant avec satisfaction les progrès que révèle le budget de 1924, ne se dissimule pas qu'il reste de longues et difficiles étapes à franchir pour arriver à une situation financière vraiment saine.

Durant cette période, la tâche du Gouvernement, celle d'un Parlement soucieux de ses responsabilités est pénible, obligés qu'ils sont d'opposer la raison d'économie à des réclamations justifiées ou à des projets séduisants. Mais il ne faut jamais oublier que toute amélioration, tout progrès qui ne s'appuie pas sur le bon ordre des finances, n'est qu'un leurre et une illusion dont il faut bientôt revenir. Assez d'exemples nous ont appris, dans ces derniers temps, le danger d'une mauvaise politique financière.

*
* *

Le projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens débute par des dispositions diverses.

Par ses articles 1 et 2, il tend à modifier certains détails d'application de la loi du 29 août 1910 sur les débits de boissons. La Commission ne peut approuver la

méthode qui consiste à utiliser les dispositions budgétaires pour apporter des changements à une législation spéciale. Elle propose donc de disjoindre les articles dont il s'agit et d'en faire l'objet d'un projet de loi distinct.

L'article 3 érige en établissements autonomes, à l'exemple de qui se pratique à Gembloux et à Gand, les exploitations attachées à trois établissements d'enseignement agricole. On peut approuver cette mesure qui laisse à l'exploitant l'initiative indispensable, à condition qu'un régime moins formaliste n'engendre point d'abus.

L'article 4 a pour objet d'exonérer des droits d'enregistrement et de transcription, par le paiement d'une prime équivalente, les bénéficiaires de l'arrêté royal du 14 octobre 1922 qui acquièrent une habitation dans les conditions que cet arrêté détermine.

*
* * *

L'examen du Budget des Voies et Moyens doit porter principalement sur l'évaluation des recettes. Nous avons à vérifier si la majoration de 777 millions que nous constatons, par rapport au précédent budget, est justifiée tant par les résultats acquis durant l'année écoulée, que par les faits nouveaux dont il est permis de tenir compte.

Le premier groupe de recettes est constitué par les impôts sur les revenus (articles 1 et 2 du budget), dont le produit total est évalué à la somme de 845 millions.

La *contribution foncière* est portée pour 150 millions.

Au 30 novembre 1923, le montant des rôles s'élevait :

Pour 1921, à 140,342,000 francs ;

Pour 1922, à 139,417,000 francs ;

Pour 1923, à 114,534,000 francs.

Les deux premiers chiffres sont encore susceptibles d'augmentation et le troisième sera fortement accru quand les opérations de cotation seront terminées.

Le recensement des baux amène chaque année une majoration considérable des impositions, de sorte que la somme de 150 millions sera probablement dépassée en 1924.

La *taxe mobilière*, qui est portée pour 225 millions, a donné les résultats suivants, établis au 31 octobre dernier pour les perceptions et au 31 novembre pour les rôles :

1921.	Perceptions à la source	fr.	151,603,000
	Rôles		36,853,000
		Fr.	188,456,000
1922.	Perceptions à la source	fr.	130,908,000
	Rôles		33,702,000
		Fr.	164,610,000
1923.	Perceptions à la source	fr.	145,050,000
	Rôles		951,000
		Fr.	146,001,000

Pour ce dernier exercice, le montant des perceptions à la source (coupons) s'élèvera encore de beaucoup par l'effet des paiements de dividendes effectués en novembre et en décembre. Quant à l'établissement des rôles, il ne fait que commencer. On peut compter sur un produit de 200 millions pour l'ensemble de la taxe mobilière en 1923. La prévision de 223 millions pour 1924 n'est pas exagérée, car cet exercice bénéficiera complètement des additionnels établis par la loi du 28 mars 1923.

Pour la *taxe professionnelle*, on prévoit 240 millions. Les bases sur lesquelles on peut étayer une prévision sont les suivantes :

Pour l'exercice 1921, le total des impôts retenus à la source, au titre de cette taxe, s'élève à 71,586,000 francs. Le montant des impositions comprises aux rôles atteint le chiffre de 299,061,000 francs à la date du 30 novembre. Ainsi l'ensemble de la taxe professionnelle, pour cet exercice, produira plus de 280 millions; car il restait encore, à cette dernière date, plusieurs milliers de déclarations à examiner (*Moniteur belge*, 26/27 novembre 1923, p. 5666).

En 1922, les retenues à la source ont progressé de 3 millions. Les rôles ne sont pas assez avancés pour permettre une appréciation définitive, mais les chiffres qu'ils présentent reflètent la diminution des revenus professionnels qui suivit la crise de 1921, et le produit total de la taxe ne dépassera pas de beaucoup 200 millions pour cet exercice.

Les chiffres de 1923 ne sont encore qu'embryonnaires. Pour la prévision de 1924, l'Administration semble avoir adopté une moyenne entre 1922 et 1923, un mécompte n'est guère probable.

La *supertaxe* est portée pour 230 millions, tandis qu'on l'inscrivait pour 140 millions au budget de 1923.

Le montant des rôles pour 1921 forme un total de 207,924,000 francs, qui sera encore augmenté après l'examen de quelques milliers de déclarations qu'il reste à vérifier.

Comme on le voit, le rendement de l'impôt sur le revenu se développe avec une étonnante rapidité. Les résultats obtenus après trois années d'expérience attestent la bonne volonté générale, en même temps que le grand effort accompli par l'Administration.

Durant cette première période, les prévisions sont nécessairement flottantes. Mais on peut affirmer que les chiffres actuels, seront progressivement dépassés d'année en année, si l'essor de l'activité industrielle n'est pas contrarié.

Les recettes prévues pour les articles 3 à 9 peuvent être admises, étant basées sur l'expérience de ces derniers temps.

A propos de l'article 7 (taxe sur les jeux et paris), des observations ont été présentées sur les additionnels que certaines communes appliquent à la taxe, aux dépens notamment des sociétés colombophiles.

Le produit des douanes est estimé 423 millions (article 10). Si l'on s'en tenait aux recettes de l'exercice 1923, qui n'ont atteint que 312 millions pour dix mois, on trouverait cette prévision imprudente. Mais deux circonstances auront pour effet d'augmenter ce produit. C'est, d'un part, le relèvement du tarif par application de la loi qui est actuellement soumise aux Chambres; c'est, d'autre part, la reprise plus ou moins étendue du commerce avec l'Allemagne.

Le montant du produit des accises est fixé à 347 millions, avec une précision quasi-mathématique (article 10).

Les prévisions établies, aux articles 14 à 22, pour les droits d'enregistrement, de timbre et de succession, font l'objet de justifications détaillées dans les notes annexées au Budget. Le produit total de ces droits s'élèverait à 1,063 millions. C'est une progression de 420 millions par rapport au budget de 1923. Les prévisions sont rationnelles, mais ne semblent pas laisser une marge appréciable de plus-value.

Les recettes à percevoir du chef des capitaux et revenus sont fixées à 111 millions, en augmentation de 6 millions par rapport à 1923; les différences en plus ou en moins sont justifiées dans la colonne d'observations.

Le chapitre des remboursements, avec 103 millions, est en progrès de 16 millions; ce résultat est dû, pour la plus grande part, à l'intervention des provinces et des communes dans le paiement des pensions des instituteurs communaux, aux annuités dues par la Société Nationale des habitations et logements à bon marché, ainsi qu'à la suppression de certains fonds de emploi.

Constatons que l'addition des recettes ordinaires normales de l'État donne un total de trois milliards de francs en chiffres ronds.

Les recettes exceptionnelles fourniront 28 millions.

Reste la section des recettes compensatoires.

La première de celles-ci consiste dans un prélèvement sur le budget des régies, lequel correspond à la part qui incombe à ce budget dans les charges de la Dette publique. Suivant les calculs qui ont été faits pour chacune des régies (Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones), le montant de ce prélèvement doit atteindre 198 millions. Le point important est de savoir si le compte des régies pourra supporter cette opération sans balancer en perte.

La seconde recette compensatoire consiste dans le remboursement par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation; elle compense une partie des charges de la Défense Nationale. L'inscription de cette somme est justifiée en droit dans les notes annexées au budget. Mais s'agit-il d'une recette réelle certaine, comme nous devons l'exiger pour toute somme portée parmi nos Voies et Moyens? Sans doute. En effet, la créance issue des frais d'occupation est privilégiée sur la masse des versements allemands; dans l'état actuel des choses, il est certain qu'elle sera couverte.

Le prélèvement de 437 millions sur les recettes de réparation n'est plus porté que pour mémoire, comme il convient.

Nous vous proposons, Messieurs, de donner votre approbation au projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens.

Le Rapporteur,
MAURICE HOUTART.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

Annexe I.

RÉPONSES DE L'ADMINISTRATION AUX OBSERVATIONS FORMULÉES AU COURS DE L'EXAMEN DU BUDGET DES VOIES ET MOYENS DANS LES SECTIONS.

I.

Un Membre se plaint de ce que la taxe de transmission n'est pas payée par les grands fermiers et grands éleveurs qui s'y refusent généralement.

II.

Un Membre demande qu'on prenne des mesures pour simplifier l'application de la taxe de transmission.

RÉPONSE.

Un projet de loi sur ces points est à l'étude et sera déposé incessamment.

III.

Un Membre signale que les registres des divers fonctionnaires des finances et de l'enregistrement sont conservés dans leurs maisons particulières. Le contraire, à son avis, devrait se produire et ces registres devraient être gardés dans un local public.

RÉPONSE.

Dans les petites localités, c'est-à-dire là où l'administration de l'enregistrement n'est représentée que par un seul fonctionnaire (receveur), celui-ci a généralement son bureau et ses archives dans la maison qui lui sert en même temps d'habitation.

Dans les villes ou agglomérations importantes, les divers services de l'enregistrement et leurs archives sont groupés autant que possible dans des bâtiments communs, placés sous la surveillance de concierges.

Bureaux et archives sont donc toujours ensemble.

IV.

Un membre demande que les amateurs qui organisent des concerts et spectacles artistiques soient exemptés du paiement de la taxe qui est souvent appliquée arbitrairement par les agents du fisc.

RÉPONSE.

Une demande semblable ayant été formulée par M. le Représentant Pierard au cours de son interpellation du 28 novembre dernier, des renseignements ont été fournis à la Chambre en ce qui concerne le régime appliqué aux sociétés d'amateurs.

Les déclarations faites à ce sujet ont donné satisfaction à l'honorable membre et on ne peut que s'y référer. (An. parlementaires, séance du 28 novembre 1923).

V.

Un membre désire qu'on distribue plus régulièrement les feuilles de déclaration des contributions. Il se plaint du retard que l'Administration met à percevoir les contributions, d'où résulte que des contribuables doivent payer pour deux années en même temps.

RÉPONSE.

Ainsi qu'il a été dit à de nombreuses reprises déjà, le retard que subit l'établissement des impôts sur les revenus provient, en ordre principal, du vote tardif du projet devenu la loi du 5 août 1920, qui a modifié dans quelques-unes de ses dispositions essentielles la loi du 29 octobre précédent, organique du nouveau statut fiscal.

Grâce à l'effort continu du personnel de l'Administration des Contributions, ce retard a déjà disparu en partie, et tout permet d'espérer que les travaux de taxation pourront être exécutés normalement à partir de 1923 et même peut-être de 1924 si l'on dispose du personnel nécessaire.

Certes, il peut être parfois difficile pour les redevables de faire face en peu de temps à deux années d'impôt ; mais ils éviteront aisément cet inconvénient en réservant sur le montant de leurs revenus la somme correspondant approximativement à l'import des taxes qui leur seront réclamées. C'est ainsi que procèdent la plupart des commerçants et l'on n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles les contribuables d'autres catégories seraient mis dans l'impossibilité de procéder de cette façon.

Au surplus, les redevables taxés tardivement ont plutôt été avantagés comparativement à ceux qui, tels que les salariés, les appointés et les pensionnés, se sont vu retenir l'impôt au fur et à mesure du paiement des revenus. Les premiers, en effet, ont pu pendant des mois quelquefois, faire fructifier les sommes représentant le montant de leurs charges fiscales.

VI.

Par rapport à l'impôt sur le revenu, un membre expose que les parents qui paient une pension annuelle à leurs enfants devraient être dispensés de payer la surtaxe sur les sommes payées : les enfants doivent payer. C'est important pour le taux à appliquer.

RÉPONSE.

Des instructions viennent d'être données aux services provinciaux, en vue de faire taxer dans le chef des enfants n'habitant pas avec leurs parents, le montant des pensions qui leurs sont versées par ces derniers, toute réserve étant faite, bien entendu, pour les cas de fraude.

VII.

Un membre expose que les receveurs font payer les taxes sur les salaires par des pensionnés et cite comme exemple un pensionné qui ne gagne plus de salaire en 1923 et qui doit cependant payer la taxe. Il demande si on paie sur le salaire gagné l'année précédente ou bien sur le salaire de l'année en cours.

RÉPONSE.

La taxe sur les traitements, salaires et pensions est retenue par l'employeur, au moment du paiement des rémunérations. Mais cette perception, effectuée au vu des barèmes officiels, lesquels ne sont qu'approximatifs à raison de l'infinie diversité des situations de famille, doit être régularisée ultérieurement en ayant égard, le cas échéant, aux autres revenus professionnels dont bénéficie l'intéressé. Il s'ensuit que les salariés sont, comme les autres redevables de la taxe professionnelle, imposés en fait sur leurs revenus de l'année antérieure sauf qu'il est tenu compte de l'impôt déjà payé par voie de retenue.

VIII.

Toujours à propos de l'impôt sur le revenu, un membre fait remarquer la difficulté qu'ont les contribuables pour remplir leur feuille des contributions. Il préconise une feuille annexe contenant quelques questions simples à laquelle ils répondraient et qui seraient propre, à éclairer les contribuables et les agents du fisc; d'autres préconisent des feuilles spéciales pour chaque catégorie d'impôt; ou bien faire des classifications un peu empiriques entre les diverses classes de contribuables.

RÉPONSE.

Certes, la formule de déclaration est relativement compliquée et l'on comprend que certains redevables éprouvent quelques difficultés à fournir tous les renseignements qu'elle comporte. Cependant, une lecture attentive des entêtes des colonnes, des rubriques et des explications données en renvois, est de nature à faire disparaître bien des doutes et à supprimer bien des hésitations.

Au surplus, le personnel de l'Administration se tient à la disposition des contribuables pour leur permettre de remplir convenablement toutes leurs obligations en la matière.

L'utilisation de formules distinctes par catégorie d'impôt — pratique suivie dans certains pays — serait, croit-on, une complication au lieu d'une simplification. Quant à la classification « empirique » des contribuables, elle serait contraire au principe même de la législation nouvelle qui tend à serrer du plus près possible la réalité.

Il suffit d'ailleurs de comparer les modèles en usage en Belgique à ceux qui sont employés ailleurs, notamment en France, en Angleterre et aux États-Unis pour se convaincre qu'on a réalisé ici le maximum de simplicité.

IX.

Un membre remarque que les communes n'étant pas intéressées directement à la perception de l'impôt, des fuites se produisent. On toucherait davantage d'après lui, si elles surveillaient les taxations et la perception. Il insiste pour que les communes touchent exactement la part qui leur revient sur ces impôts.

RÉPONSE.

C'est une erreur de croire que les communes ne sont pas directement intéressées à la perception des impôts directs et des taxes y assimilées. La loi leur a, en effet, réservé une part dans le produit de la plupart desdits impôts, et elle les a autorisées à établir des additionnels à certaines d'entre elles.

Le fonds des communes est également influencé par le rendement de la taxe professionnelle retenue à la source.

Plus le rendement des taxes augmente et plus le montant des quotes-parts et des additionnels communaux s'élève. C'est dire que les communes ont un intérêt immédiat au rendement des impôts. Nombreuses sont d'ailleurs les administrations municipales qui, s'inspirant des considérations développées dans la dépêche adressée par le Département des Finances au Département de l'Intérieur le 14 juin 1922, se sont rendu compte de cet intérêt et qui apportent au service des contributions un concours actif et intelligent.

L'intervention des communes dans la répartition du produit des impôts étant réglée par des prescriptions formelles, on ne comprend pas comment il serait possible de ne pas remettre exactement à ces pouvoirs les sommes qui leur reviennent.

X.

Une autre observation est émise au sujet de la façon défectueuse dont on fait les évaluations des revenus.

RÉPONSE.

L'évaluation des revenus se fait suivant des règles déterminées par la loi.

Ou bien ces revenus sont indiqués exactement par les redevables, et alors l'imposition est conforme à la déclaration; ou bien ce dernier document contient des irrégularités que le contrôleur a pour devoir de redresser, autant que possible, d'accord avec les intéressés.

En l'absence de documents ou d'éléments probants, l'évaluation se fait le plus souvent par la méthode comparative, eu égard aux revenus déclarés par des redevables similaires et en tenant compte de certains facteurs reconnus comme constituant une base d'appréciation sérieuse (force motrice, importance du personnel, chiffre d'affaires, nombre de sujets, etc.).

Ce n'est qu'à défaut de tout point de comparaison et pour vaincre une mauvaise volonté persistante, que le montant des revenus est parfois fixé d'office. Mais ces cas sont exceptionnels et la procédure suivie a le plus souvent pour conséquence d'amener le contribuable à fournir tous les renseignements

nécessaires pour établir définitivement sa cotisation avec toute l'exactitude désirable.

XI.

Ne pourrait-on pas mettre une prime pour ceux qui paient leurs taxes en temps voulu ?

RÉPONSE.

En exigeant des contribuables en retard de payer leurs impôts le versement d'un intérêt de 6 p. c., la loi a, en fait, institué une prime indirecte à l'égard de ceux qui se libèrent dans les délais prescrits.

XII.

Un membre insiste à propos de l'impôt sur le revenu, sur la mise en concordance du revenu réel avec le revenu cadastral établi pour le moment.

RÉPONSE.

Le revenu imposable des propriétés foncières est actuellement fixé, conformément aux dispositions de l'article 5 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920, d'après leur revenu net annuel, réel ou présumé, à l'époque de l'imposition.

A cette fin, les agents du cadastre ont procédé avec le concours des agents communaux au recensement général des baux, autorisé par l'article 86 desdites lois et ils ont déterminé d'après ces documents et les quittances de loyer en vigueur au 1^{er} janvier 1921, le revenu imposable de toutes les propriétés louées normalement. Quant aux propriétés non louées ou louées anormalement, leur revenu a été établi soit par comparaison avec les propriétés similaires louées, soit d'après leur valeur vénale et le taux moyen de l'intérêt des placements immobiliers dans la commune.

En général, le revenu cadastral des propriétés, dont il s'agit, est donc en concordance avec leur revenu réel au 1^{er} janvier 1921.

Quant aux changements survenus depuis lors dans les revenus fonciers, ils tombent sous l'application des dispositions de l'article 6 des lois coordonnées précitées, qui prévoit que chaque année les revenus cadastraux peuvent être révisés à l'initiative de l'administration des contributions ou à la demande des contribuables intéressés, pour autant que ces revenus soient susceptibles d'une augmentation ou d'une diminution d'un dixième au moins par parcelle.

C'est en vue de cette révision qu'un projet de loi, déjà approuvé par la Chambre et dont le Sénat est saisi, prévoit que le Gouvernement peut faire procéder annuellement ou périodiquement au recensement des baux.

XIII.

Observations au sujet de la revision du revenu cadastral : qu'elle se fasse d'une façon plus opportune et qu'on prévienne les propriétaires d'avance.

RÉPONSE.

Le revenu cadastral est révisé en cas de changements dans les constructions ou dans la nature des propriétés non-bâties et aussi lorsqu'il est susceptible d'une augmentation ou d'une diminution d'un dixième au moins par parcelle (art. 6 des lois coordonnées).

Les propriétaires sont prévenus des expertises importantes, telles que celles relatives aux établissements industriels et exceptionnels, mais pour les autres évaluations il est souvent difficile de fixer d'avance l'heure ou même le jour auquel elles seront effectuées, de sorte qu'on ne peut pas toujours en prévenir les intéressés ; mais en toute occurrence, ceux-ci sont informés des résultats de l'expertise et peuvent formuler leurs observations.



ANNEXE II.

NOTE RELATIVE AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION TECHNIQUE POUR L'ÉTUDE DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE L'ÉTAT.

La Commission technique pour l'étude des Services administratifs de l'État a poursuivi cette année son travail d'examen des rouages et du fonctionnement des départements ministériels suivant le plan exposé dans la note annexée au rapport de la Commission des Finances du Sénat (*Doc. Parl.*, n° 136) pour 1923 et au rapport fait au nom de la Commission de la Chambre pour le Budget des Voies et Moyens (*Doc. Parl.*, n° 48).

En vue de s'éclairer complètement sur le fonctionnement des administrations, elle a procédé à des enquêtes sur place, interrogeant les fonctionnaires des services intéressés et a dressé une liste de questions auxquelles les administrations furent invitées à répondre avec précision.

* * *

La Commission a tout d'abord étudié quelques questions générales relatives à l'ensemble des administrations de l'État.

Elle a notamment continué l'étude du problème du recrutement et de l'avancement des fonctionnaires, ainsi que la centralisation et la réorganisation des caisses de pension et de retraite, de manière à unifier et à simplifier le fonctionnement de ces services.

Dans le même ordre d'idées, elle poursuit l'examen de diverses autres questions sur lesquelles des rapports n'ont pas encore été présentés.

Ce sont notamment :

La simplification des formalités pour le paiement des pensions et des traitements des agents de l'État, ainsi que des procédés utilisés pour la tenue de la comptabilité des départements. Les prescriptions de la loi organique de la comptabilité de l'État du 15 mai 1846 et un règlement général du 10 décembre 1868 sont encore en vigueur pour ces opérations et causent de grandes complications d'écritures ;

La Commission a donc examiné dans quelle mesure l'utilisation de comptes-chèques postaux pourrait amener les simplifications désirables ;

Le mode de mise en adjudication des travaux publics ;

La réduction du nombre de commissions consultatives et la question des jetons de présence ;

La centralisation des laboratoires de l'État, etc., etc.

* * *

La Commission a ensuite examiné le fonctionnement de certains départements ou de certains services des départements de l'Intérieur et de l'Hygiène, de

l'Industrie et du Travail et l'administration de la Marine au Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

En ce qui concerne le Ministère de l'Intérieur, la Commission a transmis au Gouvernement un long rapport dont M. le Ministre de l'Intérieur étudie la réalisation.

Elle a notamment préconisé l'extension des attributions de la Commission centrale de statistique. Cet organisme serait destiné à éviter des travaux parallèles de différentes administrations et ferait également réaliser de sérieuses économies par la centralisation de toute la documentation, des enquêtes, des dépouillements de résultats et des publications concernant tout le Royaume.

L'organisation des gouvernements provinciaux et des commissariats d'arrondissement a également retenu l'attention de la Commission. Elle a fait au Gouvernement des suggestions de nature à accélérer et à simplifier les rapports entre le Gouvernement et les pouvoirs provinciaux ou locaux. Une répartition plus technique des diverses attributions a été également proposée. En matière de routes, notamment, la Commission préconise une centralisation portant sur les services de l'État, de la Province et de la Commune.

Enfin, la Commission a fait au Ministre de l'Intérieur des suggestions relatives aux commissariats d'arrondissement. Ses observations ont spécialement porté sur la nécessité en matière financière d'exercer une action étroite auprès des communes en vue de la mise au point de leur budget.

Le Ministère de l'Industrie et du Travail a fait l'objet d'une enquête aussi détaillée qu'approfondie.

La Commission a proposé des modifications dans la répartition des attributions. Son travail a surtout porté sur la compétence des différentes administrations et le partage de leur sphère d'activité et sur les locaux utilisés.

Au Département des Chemins de fer, la Commission a étudié spécialement l'administration de la Marine.

Après avoir proposé des modifications à l'administration centrale, elle a fait une série de suggestions; le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes a pu en réaliser immédiatement un certain nombre, d'autres pourront l'être dans un délai plus ou moins rapproché. Les propositions portent surtout sur la façon dont le personnel est utilisé et les bases sur lesquelles était calculée leur rémunération.

Pour donner un exemple, une réduction de 61 unités a été effectuée immédiatement dans le personnel des paquebots et de 4 parmi les pilotes du littoral et cela sans qu'aucune entrave soit apportée à ces services. Cinquante-sept agents ont pu également être licenciés au pilotage d'Anvers et de Flessingue. Ces réductions permettent une économie immédiate de 1,400,000 francs et une économie de 3,000,000 environ pourra être prochainement réalisée.

D'autres réformes proposées par la Commission sont adoptées en principe, mais leur réalisation dépend de certaines circonstances : telles l'augmentation des droits de pilotage liée au résultat de certaines négociations en cours avec la Hollande, le transfert à Ostende ou à Zeebrugge des installations de pilotage de Flessingue liée à la création d'un pilotage mixte ou combiné de rivière et de mer, ainsi que la suppression du cadre des élèves pilotes et leur remplacement par des matelots à traitement fixe.

La Commission poursuit l'étude d'une série de services sur lesquels des rapports n'ont pas encore été présentés.

Elle procède, en ce moment, à l'étude de l'organisation de l'administration des Travaux publics et, de l'administration de l'Hygiène et de plusieurs services du Ministère des Chemins de fer.

L'étendue des services de ce Département oblige, en effet, à une étude d'abord fragmentaire. La Commission a porté son attention sur le service d'habillement, les ateliers, les entrepôts, les commissions de réception, le service de presse et de publicité, ainsi que sur la délivrance de libre parcours et d'abonnements gratuits.

Elle étudie d'autre part, l'organisation de l'Office de liquidation du Comité National de secours et d'alimentation.

L'étude entreprise au sujet du paiement des traitements et pensions, ainsi que de la comptabilité à laquelle il a été fait allusion plus haut a amené la Commission à l'examen du fonctionnement des agences du Trésor ; celles-ci sont, en effet, fort chargées par leur intervention dans tous les paiements effectués par la Banque Nationale pour le compte de l'État.

L'organisation du *Moniteur Belge*, des Greffes, des Cours et Tribunaux est également à l'étude.

Enfin, le Gouvernement vient d'adjoindre à la Commission deux professeurs d'université auxquels sera confiée l'étude des services du Département des Sciences et des Arts.

Amendement proposé par la Commission.

Disjoindre les articles 1 et 2 du projet de loi. (Taxe d'ouverture sur les débits de boissons fermentées) et en former un projet de loi distinct.

Amendement door de Commissie ingediend.

De artikelen 1 en 2 van het wetsontwerp (Openingstaxe op de slijterijen van gegiste dranken) af te scheiden en er een afzonderlijk wetsontwerp van te maken.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 DECEMBER 1923.

BEGROOTING

VAN 'S LANDS MIDDELEN VOOR HET DIENSTJAAR 1924 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

Volgens de methode, welke verleden jaar is aangenomen geworden, zal het Verslag over de Begrooting van 's Lands middelen de aanmerkingen van de bijzondere Commissie betreffende de Algemeene Toelichting der Regeering doen kennen. Dit stuk, aan wiens uitgebreidheid, oprechtheid en klaarheid iedereen hulde brengt, heeft onze taak op zonderlinge wijze verlicht. De aanmerkingen betroffen allereerst den vorm waarin de Begrooting was gestoken alsmede de verdeeling der begrootingswetsontwerpen tusschen de Kamer der Volksvertegenwoordigers en den Senaat.

Verscheidene leden kwamen met aandrang terug op bezwaren die zij vroeger hadden ingediend omtrent de onderverdeeling der Algemeene Begrooting in negentien onderscheidene wetsontwerpen, behalve de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order. De door hun aangevoerde bewijsgronden ten voordeele van eene eenige begrooting werden reeds in het algemeen verslag over de begrooting van 1922 aangeduid. Onder de beschouwingen die hun voorkeur billijken, is de voornaamste het begrootingsevenwicht dat schijnt te zullen breken bijaldien het Parlement, bij de behandeling der credieten, niet over geheel de lijn en gestadig het oog houdt gevestigd op de algemeene balans der ontvangsten en uitgaven en niet zijn

(1) Wetsontwerp, n° 4¹.

(2) Samenstelling van de Bijzondere Commissie :

1° de leden van de Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bestuuringen : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Aug.), de Liedekerke, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.

2° zes leden door de Afdelingen benoemd : de heeren de Bue, de Montpellier, de Wouters d'Oplinter, du Bus de Warnaffe, Lamborelle en Sap.

votum onthoudt zoolang deze door amendementen kan gewijzigd worden. Volgens het advies van dezelfde leden, ontleent deze beschouwing, welke te allen tijde zou van waarde zijn, eene bijzondere belangrijkheid aan de moeilijkheden waarmede wij te kampen hebben.

Het geschil over den vorm der begrooting strekt zich, bij wijze van gevolgtrekking, uit tot de wijze waarop de beide Kamers samenwerken voor het onderzoek van de ontwerpen der begrootingswetten.

Doch, de principieele quaestie ter zijde gelaten en indien men het stelsel der verdeelde begrooting in practijk stelt, kunnen nog meeningsverschillen oprijzen omtrent de verdeling der ontwerpen tusschen Kamer en Senaat. Verleden jaar speet het ons dat men aan den Senaat de begrooting der *verhaalbare uitgaven* had overgemaakt, wier lasten zoo zeer de algemeene balans bezwaren. Dit jaar heeft de Regeering deze begrooting gevoegd bij de groep der begrootingen van bijzonder financieelen aard, die in de eerste plaats aan de Kamer worden onderworpen.

Wij moeten dit met voldoening vaststellen. Nog een stap moet er vooruit worden gezet : te weten aan dezelfde vergadering de beide begrootingen der Kolonie over te maken.

* * *

Het hoofdfeit dat de Commissie bij den aanvang van dit onderzoek wil onderlijnen is het evenwicht in de gewone begrooting.

De gezamenlijke uitgaven van deze categorie waartoe wij moeten machtiging verleenen, bedragen 3,354 millioen.

Het is ongeveer gedekt door eene som van ontvangsten die het cijfer van 3,343 millioen bereikt.

Alleen deze twee cijfers zijn zeer sprekend. Zij krijgen nog meer beteekenis wanneer men de bestanddeelen hunner samenstelling ontleedt.

Eerst het cijfer der uitgaven :

Het bestaat uit : 1^o de lasten van de Openbare Schuld waarover wij verder zullen te spreken hebben ; 2^o de uitgaven van de verschillende ministeries, uitgenomen de regies die beloopt tot 1,387 millioen ; 3^o de terugbetalingen die worden geraamd op 383 millioen.

Onderzoeken wij verder het 2^o cijfer, het beloop van de kosten onzer groote openbare diensten. Tegenover de uitgaven goedgekeurd voor 1923, wijst het op eene vermeerdering van 157 millioen. Is dit eene werkelijke vermeerdering van uitgaven? Toch niet. Deze verhooging komt voort uit de overdracht, van de buitengewone begrooting en van de begrooting voor order op de gewone begrooting, dit wil zeggen, uit den terugkeer tot eene gezonde en ware comptabiliteit (bl. 9-12 van de Algemeene Toelichting).

De geheele som van de bestuurskosten wijst niet op eene vermeerdering, ofschoon de index van de prijzen met 20 t. h. gestegen is tegen verleden jaar, en ofschoon eene som van 13 1/2 millioen werd besteed aan de lotsverbetering van de Staatsbedienden die kinderczorg hebben, wat wij eenparig goedkeuren.

Al heeft het aldus lasten te dragen die men gemakshalve tot nog toe elders

had ingeschreven, is toch de gewone begrooting in evenwicht, dank zij de merkwaardige stijging van de ontvangsten. Om deze aan te wijzen, diende men, altijd binnen de grenzen van de voorzichtigheid, zoo dicht mogelijk bij de werkelijkheid te blijven. In eene periode als deze waarin wij leven, waar het fiskaal stelsel eene ongehoorde uitbreiding heeft genomen, terwijl de economische toestanden en de financieele omstandigheden onvast zijn, moeten de feiten zeer nauwkeurig worden nagegaan. Dit heeft het bestuur van Financiën gedaan, en daarom heeft het zijne ontvangstramingen gesteund op de meest nabijliggende gegevens. Bij het omstandig onderzoek dat wij verder zullen doen, zullen wij de gelegenheid hebben te erkennen dat deze ramingen niet overdreven zijn.

Er is eene andere zijde van de begrooting van 's Lands middelen die de Commissie met voldoening heeft onderzocht. Los van den warboel der eerste na-oorlogsehe begrootingen, vast besloten tot eene gezondmaking van onze financiën te komen, kunnen wij voortaan in onze gewone begrootingen alleen nog aannemen werkelijke ontvangsten, waarvan de inkasseering in den loop van het aanstaande dienstjaar zeker schijnt. Verleden jaar was er ernstig twijfel aangaande de ontvangst van 487 millioen die Duitschland als schadeloosstelling had te betalen, en die diende om de gewone begrooting in evenwicht te brengen; de Kamer zal zich herinneren hoe wij bij dit artikel voorbehoud hebben gemaakt. In de begrooting, die u is overgelegd, is deze louter theoretische ontvangst verdwenen, en nochtans werd op 9 millioen na het evenwicht bereikt.

Dit is toe te schrijven aan het stijgen van de inkomsten der belastingen, die 777 millioen meer bedragen dan de voorziene cijfers voor 1925. « Daaruit blijkt, », naar luid van de Algemeene toelichting, dat de Belgische schatplichtige, met eene vaderlandsliefde die onze hulde afdwingt, voor zijnen fiskalen plicht, hoe zwaar die ook weze, niet terugdeinst. Het strekt ook tot eer van het Beheer dat, te gelijk met eene inwendige herinrichting, het hoofd heeft weten te bieden aan eene taak waarvan de ontzaglijke omvang uit onderstaande tabellen blijkt ». (Algemeene toelichting, bl. 4).

Snelle aanpassing vanwege den schatplichtige, vooruitgang in het Bestuur, dit zijn de bijzondere oorzaken van de verhooging onzer ontvangsten. Er zijn er nog andere. De stijging van de opbrengst der belastingen, uitzonderheid der rechtstreeksche belastingen, is grootendeels toe te schrijven aan den schier algemeenen voorspoed onzer nijverheids-, handels- en landbouwbedrijven. Ontegenzeggelijk is zij insgelijks toe te schrijven aan de vermindering van de koopkracht onzer munt, waardoor de prijzen stijgen en het inkomstencijfer kunstmatig toeneemt en daarin ligt een angstwekkend opzicht van den begrootingstoestand.

De Regceering is van gevoelen, dat in den loop van dit jaar geene nieuwe offers aan de schatplichtigen worden gevraagd worden, en dat de toeneming der ontvangsten dient te worden gezocht in eene meer volmaakte toepassing der bestaande wetten. Daarmede is de Commissie voor de Financiën het eens, daargelaten de herziening van het toltarief dat aan uw onderzoek is onderworpen.

De bemoedigende aanmerkingen, welke wij even uitbrachten betreffende het evenwicht van de gewone begrooting, moeten ons de mogelijke besparingen niet uit het oog doen verliezen. Op zoodanige besparingen wordt niet zelden gewezen door de dagbladen; niet altijd ten onrechte; de openbare meening blijft er van overtuigd, dat er nog aanzienlijke besparingen te doen zijn in het Bestuur.

De Algemeene Toelichting herinnert ons, door eene indrukwekkende opsomming, aan de voornaamste maatregelen die, sedert den Wapenstilstand, aanleiding hebben gegeven tot de vermeerdering van het personeel van den Staat. De Kamer zal bekennen dat de Regeering niet alleen aansprakelijk is voor al die maatregelen en dat zij zelf die voor een ruim deel heeft geëischt.

Wat er ook van zij, uit de vergelijkende tabel van het getal beambten in de onderscheidene besturen vóór en sedert den oorlog (Toelichting, blz. 49 en 50) kan men afleiden dat wij ons nog in een overgangstoestand bevinden en dat het personeel van den Staat, om opnieuw normaal te worden, nog kan ingekort worden. Men oordeele daarover naar de volgende opgaven:

*Verhoogingspercentage van het personeel tusschen 31 Juli 1914
en 1 Juli 1923:*

Gezamenlijk personeel	t. h.	Hoofdbestuur	t. h.
Landsverdediging	127	Landsverdediging	273
Buitenlandsche Zaken	103	Buitenlandsche Zaken	188
Nijverheid en Arbeid	57	Nijverheid en Arbeid	16
Financiën	55	Financiën	145
Wetenschappen en Kunsten	32	Wetenschappen en Kunsten	140
Justitie	28	Justitie	17
Landbouw	25	Landbouw	52
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid	19	Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid	45
Koloniën	18	Koloniën	15
Openbare Werken	39	Openbare Werken	30
Te zamen, er bij begrepen het Departement van Economische Zaken		61	Te zamen 120

Men zou, in het contingent van 61 t. h. dat gevoegd werd bij de in 1914 vastgestelde getalsterkte, dienen te onderscheiden de doorlopende bestanddeelen en deze welke slechts tijdelijk zijn. Behalve voor het Departement van Financiën, zal men moeilijk aannemen dat sommige zware verhoogingspercentages definitief kunnen gebillijkt worden.

Dit is vooral zoo voor de centrale besturen, waar de personeelsvermeerdering betrekkelijk aanzienlijker is dan in het geheel der kaders. Voorzeker hebben de bijzondere eischen van den tijd de leidende besturen meer overlast dan de onder-

geschiedte besturen. Evenwel, de hooger aangegeven cijfers wijzen op eene strekking tot overdrijving in de centrale besturen, eene strekking waarop herhaaldelijk werd gewezen en dit leidt tot al te veel bureaucratie en papierrommel.

De Commissie voor de Financiën vraagt aan degenen onzer collega's, die verslag zullen uitbrengen over de verschillende begrotingen, de minste inkrimpingen aan te duiden die binnen min of meer a'zienbaren tijd kunnen gedaan worden, door het ophiefen van talrijke diensten.

En vermits de vooruitgang eischt dat nieuwe diensten ingericht worden, trachte men den sleur te doen ophouden die een deel van het personeel aan nuttelooze dingen vasthecht.

Ten slotte moet men zooveel mogelijk vermijden de geraamde credieten te wijzigen door amendementen die ze zouden vermeerderen en het slot evenwicht breken. Men kan vingervijzingen gaven waarmede de Regeering zal moeten rekening houden voor de toekomstige begrotingen. Maar het is zeer wenschelijk dat het deficit van de gewone begroting niet grooter gemaakt worde tijdens de behandeling.

De achtbare Minister van Financiën heeft zoo juist medegeeld dat, om de Staatsbedienden te helpen de levensduur te doorworstelen, hun eene maand wedde als aanvullende toeslag zou verleend worden voor 1924. De last van 125 miljoen die er zal uit voortvloeien zal verdeeld worden over de gewone begroting en deze van de Staatsbedrijven. Misschien ware het mogelijk dien last gedeeltelijk te dekken door de al te laag geraamde som van eenige ontvangsten te verhoogen.

* * *

De Algemeene Toelichting behandelt vooral de Openbare Schuld. Zij bepaalt op 1,761 miljoen het totaal bedrag van de credieten ingeschreven op de algemeene begroting voor 1924 om daarvan de lasten te dragen, zonder de pensioenen erbij te rekenen. Zij schat op 40 milliard het geheel bedrag van het kapitaal der Schuld, wanneer men de vreemde munt in huidige Belgische franks rekent. Tegenover deze cijfers dringt de Minister van Financiën aan op het gevaar van den aangroei der Schuld. « Men moet er zelfs niet aan denken, zoo luidt het, dat de vermeerdering der belastingen de voortdurende stijging eener steeds aangroeiende schuld stap voor stap zou kunnen volgen. De aanwas der fiskale lasten heeft zijne perken die wij geleidelijk naderen, terwijl de lasten der leening tot aan het bankroet toe ongehinderd kunnen klimmen. »

Die vermeerdering van ons passief was gemakkelijk te voorzien. Reeds in het verslag van de Commissie voor de Financiën over de begroting van 1921 kon men lezen : « Het gezamenlijk bedrag van de Openbare Schuld gaat naar de 40 milliard. » En de verslaggever zegde aan de Kamer : « Die toestand is ernstig. Wij moeten de ontwikkeling ervan volgen met de uiterste aandacht, want men moet de oplossingen voorbereiden voor de verschillende mogelijkheden die zich kunnen voordoen, en wat er ook gebeure, het betaalvermogen van den Staat verzekeren. »

Inderdaad, indien het mogelijk is den aangroei van de Schuld te beletten, zoo lang Duitschland niet medewerkt, zooals het verplicht is dit te doen, aan ons tot herstel van onze oorlogsschade, moeten wij er in elk geval voor zorgen om het vertrouwen van degenen, die haar spaarcenten aan den Staat hebben gebracht, te wettigen.

Reeds in 1920 protesteerde de Commissie voor Financiën tegen de wel gemakkelijke maar gevaarlijke praktijk lasten van schulden op de buitengewone begrooting en op deze van de verhaalbare uitgaven uit te trekken; zij verkreeg dat 22½ miljoen van deze lasten werden overgebracht op de gewone begrooting. Uit eigen beweging heeft de Regeering nog 100 andere miljoen (interessen van de Muntpenning-bons) van de buitengewone op de gewone begrooting gebracht. Vroeger ook wezen zij op de noodzakelijkheid de lasten van de leeningen aangegaan voor oorlogsherstel, die op de gewone begrooting drukken, door werkelijke ontvangsten en niet door eene loutere theoretische compensatie-ontvangst te dekken. Dit is nu geschiedt.

De Algemeene Toelichting wil er hooldzakelijk toe aanzetten, voor de toekomst de beste middelen op te zoeken om het Staatscrediet te vrijwaren.

Wij moeten vóór alles beletten dat het deel van ons passief, waarvan de lasten niet gedekt zijn door zekere jaarlijksche ontvangsten, aangroeien, met andere woorden, men moet geene nieuwe schuldlasten inschrijven op de begrooting der verhaalbare uitgaven. Inderdaad, wanneer de Interessen van eene schuld ieder jaar bij het geleend kapitaal worden gevoegd, vermeerderd dit met eene gevaarlijke snelheid, en de toestand van den schuldenaar wordt hopeloos. Welnu, wij zien nu reeds bij de lasten van de begrooting der verhaalbare uitgaven, 46½ miljoen voor den dienst der verschillende leeningen.

Deze cijfers zullen natuurlijk aangroeien door het uitgeven van nieuwe titels van schadeloosstelling. Het is genoeg nu. Want al kunnen wij hopen dat, binnen een nabijliggenden termijn, dit te betalen half milliard Interessen in evenwicht zal gebracht worden door de waarde van de leveringen in natura die Duitschland heeft uit te doen, zou het gevaarlijk zijn op meer te rekenen de eerste jaren. En in afwachting dat de stortingen belangrijker worden, zal de opeen-tapeling van de Interessen een nieuw passief vormen.

Dienvolgens oordeelt uwe Commissie voor de Financiën dat een grondregel van onze financieele politiek voortaan moet zijn, op de gewone begrooting te schrijven den dienst van elke nieuwe leening die zal aangegaan worden, tot wat ze ook moete dienen, en dien dienst te dekken door normale ontvangsten. Men kan hopen dat de gewone Rijksontvangsten, die 3 milliard zullen zijn in 1924, elk jaar zullen stijgen met minstens 3 tot 5 t. h. Het zou dus mogelijk zijn 100 miljoen Interessen meer te dekken, en het eind van het oorlogsherstel te bereiken zonder op dwaze wijze de lasten te verhoogen van de schulden uitgetrokken op de begrooting der verhaalbare uitgaven. Zoo zou het betaalvermogen van den Staat gevrijwaard zijn voor misrekeningen of eenvoudig voor de vertragingen die zouden kunnen voorkomen in de uitbetaling van onze Schuldvordering op Duitschland. En indien in eene betere toekomst Duitschland ons betaalt, zou het herstel van het land des te vlugger gebeuren.

« De Begrooting der Openbare Schuld, zegt de Algemeene Toelichting, is langs geen kanten in te krimpen. » Voor het oogenblik is dat zoo. Indien de Staat echter minder leende en den tijd liet om de kapitalen te herstellen, dat zou de prijs van het geld dalen en onze vlottende schuld zou aldra minder kosten.

In het verslag van verleden jaar wezen wij op het gevaar van eene begrooting die de Schatkist blootstelde beroep te doen op het crediet voor 3 tot 4 milliard

in een jaar. De algemeene balans van ontvangsten en uitgaven, voorgesteld voor 1924, zou aldus een belangrijk deficit laten, indien de uitbetaling van de *Prioriteit* niet gedaan werd. Het voortdurend leenen, voortvloeiend uit die achtereenvolgende tekorten, leidt tot eene verhooging van het interestcijfer, waarvan de Staat in de eerste plaats te lijden heeft. Van het voleinden van het herstel eenerzijds, en van de Deutsche betalingen anderzijds, moeten wij de verbetering van dezen gevaarlijken toestand verwachten.

Een toestand die nog verergerd wordt door den onvasten wisselkoers. Moeten wij dien koers, en het overvoeren van de binnenlandsche financieele macht verbeteren door leeningen in den vreemde? Omtrent dit middel, waar men soms niet buiten kan, heeft de ondervinding sedert den wapenstilstand de schadelijke gevolgen bewezen. Voor eene tijdelijke verbetering, voegt het nieuwe hinderpalen bij degene die den weg belemmeren tot een definitief herstel.

Het zou evenmin een redmiddel zijn, maar wel een gevaar te meer, indien men overging tot « zekere uitsluitend theoretische fiskale formules » die den openbaren rijkdom zouden benadeelen. (Zie Algemeene Toelichting, bl. 14.)

* * *

Het evenwicht van de Staatsbedrijven is niet minder noodzakelijk als dit van de gewone ontvangsten en uitgaven.

De geweldige cijfers van deze begrooting — 1,693 miljoen ontvangsten en 1,722 miljoen uitgaven — toonen in welke mate de financieele toestand van het land daarvan afhangt.

Zooals het u wordt voorgesteld, is de begrooting van de Staatsbedrijven voldoende. In de tegenwoordige omstandigheden kan men het deficit van 29 miljoen, dat er op voorkomt, niet beknibbelen, daar de financieele lasten op den gewonen dienst voorkomen en de duurbijlagen daarop werden overgebracht.

Maar hier hebben de ramingen noodzakelijkerwijze een wisselvallig karakter. Herhaaldelijk werden zij in de war gestuurd door de stijging van den prijs der brandstoffen en andere producten. Wat zal het zijn in den loop van dit jaar? De tariefverhoogingen, onmisbaar geworden om den aangroei der schulden in evenwicht te brengen, zijn berekend op 182 miljoen; wat geven zij in tarief? De levensduurte laat ten slotte altijd de vraag openstaan van de bediendenbezoldiging.

Deze ernstige vraagstukken, evenals de verwezenlijkte en nog mogelijke vooruitgang van de Staatsbedrijven, eischen van de Kamer een grondig onderzoek.

* * *

De begrooting van de buitengewone uitgaven wordt geleidelijk lichter, zooals het ligt in de politiek van gezondmaking van den Minister van Financiën. Men ziet er niet meer de duurbijlagen (86 miljoen), noch de belangrijke uitgaven voortvloeiende uit den oorlog. Deze kosten gaan gezamenlijk naar de afdeeling der uitzonderlijke uitgaven die staan op de gewone begrooting.

Dan blijft nog op de buitengewone begrooting een totaal van 504 miljoen credieten, waarvan het bedrag komt bij het kapitaal van de Openbare Schuld, en aanstaande jaar een jaarlijksche last zal uitmaken van 28 tot 30 miljoen.

De Openbare Werken, voor dewelke alleen de leening te wettigen is in nor-

malen tijd, staan ingeschreven voor 204 miljoen; het krijgsmateriaal voor 151 miljoen en de goedkope woningen voor 115 miljoen.

De Commissie voor de Financiën vraagt dat de ontwerpen, die eene tusschenkomst van de buitengewone begrooting eischen, in hun geheel zouden uiteengezet worden zoodat de Kamer den omvang van de verbintenissen kan beoordeelen; zij vraagt eveneens dat de gedane uitgaven, en deze die moeten gedaan worden voor de uitvoering van die ontwerpen, elk jaar worden geraamd tot verklaring der gevraagde credieten.

Om de wet van 10 Augustus 1925 op de terugbetaling van de voorschotten der Nationale Bank verplichtend te maken, stelt de Commissie u voor een onbeperkt crediet in te schrijven van 50 miljoen, gelijk aan het bedrag van sommen voortkomend uit de vereffening der gesequestreerde Duitsche goederen.

* * *

Uit de begrooting der *verhaalbare uitgaven* met hare credieten tot beloop van 2,354 miljoen, blijkt nog geene oplossing in eene aanstaande toekomst; zij is echter min belast uit hoofde van het openbaar domein en van de verwoeste gewesten.

De op deze begrooting ingeschreven uitgaven kunnen in vier categorieën worden gerangschikt :

1^o Schuld tot beloop van 465 miljoen;

2^o Pensioenen en onderscheidene uitkeeringen tot beloop van 200 miljoen, met inbegrip van de tegemoetkomingen door het Ministerie van Landsverdediging uitgekeerd. Deze last zal afnemen met den tijd;

3^o Herstel van het Openbaar domein : ongeveer 190 miljoen. Dit werk loopt op zijn einde;

4^o Herstel der schade veroorzaakt aan bijzonderen ;

a) Schadeloosstelling aan de geteisterden : 1,125 miljoen;

b) Verwoeste gewesten : 232 miljoen;

c) Bestuurs- en gerechtskosten : 40 miljoen;

d) Kosten van het Bezettingsleger : 102 miljoen.

De ontvangst van 1,636 miljoen, voorzien om deze uitgaven te dekken, bestaat slechts theoretischerwijs : dit wordt bekend in de Algemeene Toelichting.

Gewis kan men er op rekenen, dat dit jaar niet volkomen waardeloos zal zijn; doch zullen de stortingen voor rekening van België gedaan, 1,636 miljoen bereiken? Om op deze vraag te kunnen antwoorden missen wij de vereischte inlichtingen.

De begrooting der verhaalbare uitgaven zou dus wel kunnen een tekort aangeven van anderhalf milliard tot twee milliard.

Zooals de vorige jaren, hebben tal van leden den wensch uitgedrukt, zoo nauwkeurig mogelijk te worden ingelicht over den toestand der werkzaamheden van de rechtbanken voor oorlogsschade en over het geraamd bedrag der nog te verleenen schadeloosstellingen.

* * *

Met inachtneming van deze algemeene beschouwingen is uwe Commissie van gevoelen dat, ofschoon zij met voldoening den vooruitgang der begrooting voor 1924 vaststelt, nog lange en moeilijke termijnen door te maken zijn om tot een werkelijk gezonden financieelen toestand te geraken.

Gedurende dit tijdsverloop is de taak der Regeering alsmede die van een Parlement dat bewust is van zijne verantwoordelijkheid, pijnlijk, vermits zij verplicht zijn de bezuiniging aan te voeren tegen rechtmatige eischen of verleidelijke ontwerpen. Daarom mag men niet uit het oog verliezen, dat elke verbetering, elke vooruitgang zonder degelijken financieelen grondslag, bedrog en ontgoocheling is, waarvan weldra moet worden afgezien. Het gevaar van eene slechte financieele politiek heeft ons, in de jongste tijden, tal van voorbeelden geleverd.

* * *

Het ontwerp van wet op de Begrooting van 's Lands Middelen wordt ingezet met onderscheidene bepalingen.

Bij de artikelen 1 en 2 wordt getracht sommige schikkingen te wijzigen in de toepassing der wet van 29 Augustus 1910 op de drankslijterijen.

De Commissie voor de Financiën kan hare goedkeuring niet hechten aan eene manier van handelen, waardoor begrootingsbepalingen worden ten nutte gemaakt om eene bijzondere wetgeving te wijzigen. Zij stelt dus voor de betreffende artikelen af te scheiden en er van een afzonderlijk wetsontwerp te maken.

Bij artikel 3 worden, naar het voorbeeld van Gembloers en Gent, de bedrijven aan drie instellingen voor landbouwonderwijs gehecht, tot zelfstandige instellingen opgericht. Deze maatregel, waardoor aan den inbedrijfnemer het vereischte initiatief wordt gelaten, kan onze goedkeuring wegdragen, mits uit een minder formalistisch stelsel geene misbruiken voortspruiten.

Artikel 4 heeft ten doel de gerechtigden van het Koninklijk besluit van 14 October 1922, die, onder de door dit besluit bepaalde vereischten, eene woning verkrijgen, te ontheffen van de registratie- en overschrijvingsrechten, door de betaling van eene gelijkwaardige premie.

* * *

Het onderzoek der Begrooting van 's Lands Middelen moet vooral doelen op de raming der ontvangsten. Wij moeten nazien of de vastgestelde vermeerdering van 777 millioen in verhouding tot de voorgaande begrooting, gebillijkt wordt zoo door de tijdens het afgelopen jaar bekomen uitslagen, als door de nieuwe feiten welke wij kunnen in acht nemen.

De eerste groep ontvangsten is samengesteld uit de belasting op het inkomen (artikelen 1 en 2 der begrooting) waarvan de geheele opbrengst wordt geraamd op 845 millioen.

De *grondbelasting* wordt aangegeven voor 150 millioen.

Op 30 November 1923 bedroeg het bedrag der rollen :

Voor 1921	140,542,000 francs.
Voor 1922	139,417,000 »
Voor 1923	114,534,000 »

De eerste twee cijfers zijn nog vatbaar voor verhooging en het derde cijfer zal merkkelijk stijgen wanneer de verrichtingen van den aanslag zullen afgelopen zijn.

De opneming der pachten geeft elk jaar eene aanzienlijke verhooging van belasting, in zooverre dat de som van 150 millioen in 1924 waarschijnlijk zal overschreden worden.

De *belasting op roerende goederen* die voor eene som van 225 miljoen is aangegeven, heeft volgende uitslagen opgeleverd, vastgesteld op 31 October 1. l. wat het innen betreft en op 31 November wat de rollen betreft :

1921. Inning bij de uitbetaling	.	.	.	.	fr.	151,603,000
Rollen	.	.	.	.	.	36,853,000
					Fr.	188,456,000
1922. Inning bij de uitbetaling	.	.	.	.	fr.	130,908,000
Rollen	.	.	.	.	.	33,702,000
					Fr.	164,610,000
1923. Inning bij de uitbetaling	.	.	.	.	.	145,050,000
Rollen	.	.	.	.	.	951,000
					Fr.	146,001,000

Voor dit laatste dienstjaar zal het bedrag van de inningen bij de uitbetaling (coupons) merklijk stijgen, uit hoofde van de betaling van dividenden in November en December. Met het opmaken van de rollen werd slechts een begin gemaakt. Men mag een opbrengst van 200 miljoen verhopē van de belasting op de roerende goederen in 1925. Het vooruitzicht van 225 miljoen voor 1924 is niet overdreven, want dit dienstjaar zal het voordeel hebben van al de opcentiemen voorzien bij de wet van 28 Maart 1923.

Voor de *bedrijfsbelasting* voorziet men 240 miljoen. De grondslagen waarop deze vooruitzichten steunen zijn de volgende :

Voor het dienstjaar 1921 beloopt het totaal bedrag der, aan bedrijfsbelasting, bij de uitbetaling geïnde belastingen 71,386,000 frank. Het bedrag der belastingen op de rollen bereikte 209,061,000 frank op 30 November. Aldus zal de geheele bedrijfsbelasting voor dit dienstjaar meer dan 280 miljoen opbrengen ; want, op gezegden datum, moesten nog verscheidene duizend aangiften worden onderzocht (*Staatsblad*, 26/27 November 1923, blz. 5666).

In 1922 zijn de afhoudingen bij de uitbetaling met 8 miljoen toegenomen. De rollen zijn niet genoeg gevorderd om een bepaald oordeel te vellen, maar de cijfers die erop voorkomen geven de vermindering van bedrijfsinkomsten weder, die het gevolg was van de crisis van 1921, en de totaal opbrengst van de belasting zal, voor dit dienstjaar, 200 miljoen niet merklijk overschrijden.

De cijfers voor 1923 zijn nog maar embryonnair. Voor het vooruitzicht over 1924 schijnt het beheer een gemiddeld cijfer te nemen tusschen 1922 en 1923, zoodat misrekening uitgesloten is.

De *supertaxe* wordt op 230 miljoen gebracht, terwijl men haar voor 240 miljoen op de begrooting voor 1925 schreef.

Het bedrag op de rollen voor 1921 beloopt te zamen 207,924,000 frank, wat nog toenemen zal na onderzoek van de enkele duizend aangiften die nog moeten worden onderzocht.

Zooals men ziet, neemt de opbrengst van de bedrijfsbelasting met verbazende snelheid toe. Uit de uitslagen, na drie jaar proefneming, blijkt de algemeene goede wil en tevens het groote werk door het Beheer verricht.

Gedurende dit eerste tijdperk zijn de vooruitzichten noodzakelijkerwijze onbe-

stendig gebleven. Maar men mag zeggen dat de huidige cijfers, geleidelijk van jaar tot jaar zullen overschreden worden, zoo niets de heropleving van de bedrijvigheid onzer nijverheid in den weg slaat.

De ontvangsten voorzien voor de artikelen 5 tot 9 kunnen aangenomen worden, daar zij berusten op de ervaringen van den jongsten tijd.

Naar aanleiding van artikel 7 (belasting op de spelen en weddenschappen) werden aanmerkingen gemaakt over de opcentiemen die sommige gemeenten heffen op deze taxe, onder meer ten koste van de maatschappijen van duivenliefhebbers.

De opbrengst van de douanen wordt op 423 miljoen geraamd (art. 10). Zoo men steunde op de ontvangsten van het dienstjaar 1923, die slechts 312 miljoen bedroegen, voor tien maand, dan kon men allicht deze raming gewaagd vinden. Maar twee omstandigheden zullen voor gevolg hebben deze ontvangsten te doen toenemen. Ten eerste de verhooging van het tarief krachtens de wet die thans bij de Kamer aanhangig is; ten tweede de min of meer uitgebreide hervatting van den handel met Duitschland.

Het bedrag van de opbrengst der accijnzen wordt, met eene bijna wiskundige zekerheid vastgesteld op 347 miljoen. (Artikel 10.)

De vooruitzichten bij de artikelen 14 tot 22 voor de registratie-, zegel- en successierechten, worden omstandig met redenen omkleed in de bij de begrooting gevoegde nota's. Deze rechten zouden een totaal opbrengen van 1,063 miljoen. Dat is eene vermeerdering van 420 miljoen op de begrooting voor 1923. Deze vooruitzichten zijn oordeelkundig maar laten niet veel spel voor overwaarde.

De ontvangsten uit hoofde van kapitalen en inkomsten worden bepaald op 111 miljoen, dus 6 miljoen meer dan in 1923; de verschillen in *plus* en *minus* worden gebilijkt in de kolom aanmerkingen.

Het hoofdstuk « terugbetalingen » met 103 miljoen, is met 16 miljoen gestegen; dit is grootendeels te wijten aan de bijdrage van provinciën en gemeenten in de uitbetaling van pensioenen aan de gemeenteonderwijzers, aan de annuïteiten verschuldigd door de Nationale Maatschappij voor goedkoopere woningen en woonvertrekken, en ook aan de afschaffing van sommige wederbeleggingsfondsen.

Wij kunnen dus vaststellen dat de optelling der gewone normale ontvangsten van den Staat een totaal geeft van ruim drie milliarden frank.

De buitengewone ontvangsten zullen 28 miljoen bedragen.

Blijven dan nog de vergeldende ontvangsten.

De eerste daarvan bestaan in eene afnemings van de begrooting der Staatsbedrijven, die overeenstemt met het aandeel van die begrooting in de lasten van 's Lands schuld. Naar berekeningen gedaan voor elk Staatsbedrijf (Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen en Telefonen), moet deze afnemings 198 miljoen

bedragen. Het komt er vooral op aan te weten of de balans der Staatsbedrijven deze verrichting dragen kan, zonder met een onbatig saldo te sluiten.

De tweede vergeldende ontvangst bestaat in de terugbetaling door Duitschland van de kosten der Belgische bezettingstroepen, zij vergoedt een gedeelte van de lasten der Landsverdediging. De vermelding van die som is in rechten gebillijkt in de bij de begrooting gevoegde notas.

Maar geldt het hier eene zekere werkelijke ontvangst, zooals wij het eischen moeten voor elke som die op de begrooting van 's Lands middelen wordt gebracht? Gewis. Inderdaad, de vordering van de bezettingskosten is bevoorrecht op de massa der Duitsche stortingen; in den huidige stand der zaken staat het vast dat zij zal kunnen worden gedekt.

De afnemng van 457 millioen van de ontvangsten tot herstel wordt slechts nog, zooals het hoort, voor memorie vermeld.

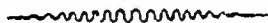
Wij stellen U dus voor, Mijne Heeren, uwe goedkeuring te hechten aan het wetsontwerp tot Begrooting van 's Lands middelen.

De Verslaggever,

MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



Bijlage I.

ANTWOORDEN VAN HET BEHEER OP DE AANMERKINGEN DIE TIJDENS HET ONDERZOEK DER BEGROOTING VAN 'S LANDS MIDDELEN IN DE AFDEELINGEN GEDAAN WERDEN.

I.

Een Lid klaagt er over dat de overdrachtstaxe niet betaald wordt door de groote pachters en dierenfokkers die doorgaans weigeren haar te betalen.

II.

Een lid vraagt dat men maatregelen zou treffen om de toepassing der overdrachtstaxe te vereenvoudigen.

ANTWOORD.

Een wetsontwerp betreffende deze punten ligt ter studie en zal eerlang neergelegd worden.

III.

Een Lid wijst er op dat de registers der onderscheiden ambtenaren van financiën en registratie bewaard worden in hunne privaat woningen. Volgens hem zou het omgekeerde moeten gebeuren en zouden die registers in een openbaar lokaal moeten bewaard worden. De Commissie meent dat deze opmerking niet tot hare dagorde behoort.

ANTWOORD.

¶ In de kleine gemeenten, dat is te zeggen daar waar de dienst der registratie door een enkel ambtenaar (ontvanger) vertegenwoordigd is, heeft deze doorgaans zijn kantoor en zijn archief in het huis dat hem terzelfdertijd tot woning dient.

In de steden en belangrijke centra worden de verschillende diensten van de registratie en hun archief zooveel mogelijk ondergebracht in gemeene gebouwen, die onder de bewaking staan van huisbewakers.

Kantoren en archief zijn dus altijd samen.

IV.

Een lid vraagt dat de liefhebbers die kunstconcerten en voorstellingen inrichten zouden ontslagen worden van de taxe die dikwijls op willekeurige wijze wordt toegepast door de bedienden van den fiscus.

ANTWOORD.

Daar dergelijke vraag werd gesteld door den heer volksvertegenwoordiger Piérard tijdens zijne interpellatie van 28 November j.l., werd de Kamer ingelicht aangaande het stelsel dat de liefhebbersverenigingen aanbelangt.

De daarbij behorende verklaringen hebben het geacht lid bevredigd en men kan er alleen naar verwijzen. (Handelingen, zitting van 28 November 1923).

V.

Een lid vraagt dant men de belastingsaangiften op meer regelmatige wijze zou rond sturen. Het klaagt over het laattijdig innen van de belastingen en vraagt dat de dienst regelmatigere geschiede om te beletten dat de belastingsschuldigen voor twee jaar ineens moeten betalen.

ANTWOORD.

Het werd reeds herhaaldelijk gezegd dat de vertraging die het vaststellen der belastingen op het inkomen ondergaat in hoofdzaak voortspuit uit het laattijdig goedkeuren van het ontwerp, dat de wet van 3 Augustus 1920 geworden is, waardoor sommige hoofdbepalingen van de organieke wet op het nieuw belastingstelsel van 29 October 1919 gewijzigd werden.

Dank zij de voortdurende inspanning van het personeel van den dienst der belastingen werd deze achterstal reeds gedeeltelijk ingewonnen en alles laat verhopien dat de taxeverrichtingen vanaf 1925 op normale wijze zullen kunnen geschieden, misschien wel vanaf 1924, indien men over het noodige personeel beschikt.

Het kan soms stellig lastig zijn voor de belastingsschuldigen ineens voor twee jaar te betalen; doch door op hun inkomen ongeveer het bedrag van de vereischte belastingen voor te behouden, zullen zij allicht dit ongemak kunnen vermijden. De meeste handelaars doen aldus, en men begrijpt niet wel waarom het belastingsschuldigen van andere reeksen onmogelijk zou zijn evenzoo te doen.

Daarbij werden de belastingbetalers, die naderhand werden aangeslagen, eerder bevoordeeld, vergeleken bij de bezoldigden, de loontrekkenden en de gepensioneerden, die hun belasting moesten betalen naarmate zij hun inkomen ontvingen. Inderdaad, de eersten hebben soms, gedurende maanden, de sommen, die gelijk staan met het bedrag van hunne fiskale lasten, voordeelig kunnen beleggen.

VI.

Betreffende de belasting op het inkomen verklaart een lid dat de ouders die een jaarrente betalen aan hunne kinderen zouden moeten ontslagen worden van de supertaxe op de betaalde sommen : de kinderen moesten betalen. Dat is van belang voor het te bepalen bedrag.

ANTWOORD.

De provinciale diensten ontvingen onlangs onderrichtingen om door de kinderen, die niet bij hunne ouders wonen, de belasting te doen betalen op de door deze laatsten verstrekte renten, met alle voorbehoud voor de gevallen van ontduiking.

VII.

Door een lid wordt uiteengezet dat de ontvangers de taxes doen betalen op de dagloonen door de gepensionneerden, en haalt als voorbeeld aan een gepensionneerde die in 1923 geen loon meer trekt en die nochtans de taxen moet betalen. Hij vraagt of men betaalt op het loon dat men het vorige jaar heeft verdiend ofwel op het loon van het loopende jaar.

ANTWOORD.

De taxen op de wedden, dagloonen en pensioenen wordt door den werkgever afgehouden op het oogenblik dat hij de bezoldiging uitkeert. Doch deze heffing, gedaan volgens de officieele roosters, welke slechts nagenoeg juist zijn wegens de oneindige verscheidenheid der gezinstoestanden, moet nadien worden geregulariseerd met het oog op de andere beroepsinkomsten welke de belanghebbende geniet. Daaruit volgt dat de bezoldigden, evenals de anderen die de beroepstaxen verschuldigd zijn, feitelijk aangeslagen worden naar hunne inkomsten van het vorige jaar, mits dat er rekening wordt gehouden van de reeds bij wijze van afhouding betaalde belasting.

VIII.

Altijd over de inkomstenbelasting, doet een lid aanmerken welk bezwaar de belastingsschuldigen ontmoeten om hun belastingbulletijn in te vullen. Hij stelt voor een blad te doen bijdrukken houdende eenige eenvoudige vragen waarop zij zouden antwoorden en die van aard zouden zijn om de belastingsschuldigen en de beambten van den fiscus in te lichten; anderen stellen voor bijzondere bladen te maken voor elke reeks van belastingen; ofwel van de onderscheidene klassen van belastingsschuldigen in te deelen naar dat de ervaring zulks heeft geleerd.

ANTWOORD.

Voorzeker is de aangifte-formule betrekkelijk ingewikkeld en men beseft dat sommige schatplichtigen eenige moeilijkheid tegenkomen om al de noodige inlichtingen te geven. Nochtans, is eene aandachtige lezing van de opschriften der kolommen, van de rubrieken en van de verklaringen, van zulken aard dat de twijfel en aarzeling grootendeels werden weggenomen.

Overigens, het personeel van het Bestuur staat ten dienste van de belastingsschuldigen om hun toe te laten behoorlijk al hunne verplichtingen in deze zaak te vervullen.

De benutting van afzonderlijke formules per belastingscategorie — welke practijk in zekere landen gevolgd wordt — zou, naar men meent, eerder de zaak inwikkelen dan vereenvoudigen. Wat de klasseering betreft « naar de ondervinding » van de belastingsschuldigen, zij zou strijdig zijn met het beginsel zelf van de nieuwe wetgeving welke er naar streeft de werkelijkheid zoo zeer mogelijk te benaderen.

Het is overigens voldoende de practijken van België te vergelijken met die van elders, bij voorbeeld, van Frankrijk, Engeland en de Vereenigde-Staten, om overtuigd te zijn dat men hier de grootst mogelijke vereenvoudiging heeft verwezenlijkt.

IX.

Een lid merkt aan dat, dewijl de gemeenten niet rechtstreeks betrokken zijn bij de heffing van de belasting, sommige gedrellen der geïnde sommen zouden achtergehouden worden. Men zou, volgens hem, veel meer optrekken, indien zij de aanslagen en de heffingen beter zouden nagaan. Hij dringt er op aan, dat de gemeenten juist het hun toekomend aandeel in deze belastingen zouden ontvangen.

ANTWOORD.

Het is verkeerd te meenen dat de gemeenten niet rechtstreeks betrokken zijn bij de heffing der rechtstreeksche belastingen en der daaraan gelijkgestelde taxes. De wet heeft hun, inderdaad, een aandeel voorbehouden in de opbrengst van de meeste dezer inkomsten, en zij heeft hen gemachtigd opcentiemen te vestigen op sommige daarvan.

Het fonds der gemeenten wordt eveneens beïnvloed door de opbrengst van de bedrijfsbelasting bij de uitbetaling afgehouden.

Hoe meer de opbrengst der taxes verhoogt, hoe meer het beloop der aandeelen en der opcentiemen van de gemeente zal stijgen. Dit beteekent dat de gemeenten rechtstreeks belang hebben bij de opbrengst der belastingen. Zeer talrijk zijn overigens de gemeentebesturen die, zich latende leiden door de beschouwingen voorkomende in het aanhangend rondschrijven van het Departement der Financiën aan het Departement van Binnenlandsche Zaken, zich van dit belang hebben vergewist en die tot de inning der belastingen zeer ijverig en doelmatig medewerken.

De tusschenkomst der gemeenten in de verdeeling van de opbrengst der belastingen geregeld zijnde door uitdrukkelijke voorschriften, begrijpt men niet hoe het zou mogelijk zijn niet nauwkeurig aan deze machten de hun toekomende sommen te overhandigen.

X.

Een andere beschouwing betreft de verkeerde wijze waarop de ramingen der inkomsten geschieden.

ANTWOORD.

De raming der inkomsten geschiedt volgens door de wet bepaalde regelen. Ofwel zijn die inkomsten door de schatplichtigen juist opgegeven, en dan is de aanslag overeenkomstig met de aangifte; ofwel deze behelst onjuistheden, welke de contrôleur zal moeten herstellen, zooveel mogelijk in overleg met de belanghebbenden.

Bij ontstentenis van bewijsstukken of van afdoende gegevens, geschiedt de raming meestal door middel van de vergelijkende methode, met het oog op de

inkomsten aangegeven door gelijkaardige schatplichtigen en met inachtneming van sommige factoren gekend als zijnde een ernstige basis van vergelijking (drijfkracht, getal van het personeel, zakencijfer, aantal dienstboden, enz.).

Het is slechts bij ontstentenis van ieder punt van vergelijking en om een halsstarrigen slechten wil te dwingen, dat het beloop der inkomsten soms amts halve wordt vastgesteld. Doch deze gevallen zijn uitzondering en de gevolgde handelwijze heeft meestal voor gevolg den schatplichtige te bewegen al de noodige inlichtingen te verstrekken om definitief zijn aanslag met al de gewenschte nauwkeurigheid vast te stellen.

XI.

Zou men geen premie kunnen verleen en aan degenen die op tijd hunne belastingen betalen?

ANTWOORD.

Het eischen van een interest van 6 t. h., van de belastingplichtigen die achteruit zijn met de betaling hunner belastingen, staat feitelijk gelijk met een onrechtstreeksche premie ten gunste van degenen die binnen den voorgeschreven termijn betalen.

XII.

Naar aanleiding van de belasting op het inkomen vraagt een lid met nadruk dat het werkelijk inkomen zou overeenkomen met het tijdelijk opgemaakt kadastraal inkomen.

ANTWOORD.

Het belastbaar inkomen van de grondeigendommen wordt thans bepaald overeenkomstig artikel 5 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920, volgens het jaarlijksch netto, werkelijk of vermoedelijk, inkomen, op het tijdstip van den aanslag.

Te dien einde zijn de beambten van het kadaster, samen met de gemeentebeambten, overgegaan tot de algemeene opneming der huurprijzen toegelaten bij artikel 86 van bedoelde wetten en naar deze bescheiden en de huurkijtbrieven op 1 Januari 1921 hebben zij het belastbaar inkomen bepaald van al de eigendommen die normaal in huur werden gegeven. Wat de niet of op abnormale wijze in huur gegeven eigendommen betreft, hun inkomen wordt bepaald hetzij na vergelijking met gelijkaardige in huur gegeven eigendommen, hetzij volgens de koopwaarde en den gemiddelden interestvoet van de onroerende beleggingen in de gemeente.

Over het algemeen stemt het kadastraal inkomen van bedoelde eigendommen overeen met hun werkelijk inkomen op 1 Januari 1921.

De wijzigingen die sedertdien door de grondinkomsten werden ondergaan,

vallen onder toepassing van de bepalingen van artikel 6 van hoogerbedoelde samengeordende wetten, welke voorziet dat elk jaar de kadastrale inkomsten kunnen worden herzien op initiatief van het bestuur der belastingen of op aanvraag van de betrokken belastingsschuldigen, voor zooverre deze inkomsten vatbaar zijn voor vermeerdering of vermindering van ten minste een tiende per strook.

Met het oog op deze herziening voorziet een wetsontwerp, dat reeds door de Kamer werd goedgekeurd en thans bij den Senaat aanhangig is, dat de Regearing elk jaar of op bepaalde tijdstippen tot de opneming der huurprijzen mag doen overgaan.

XIII.

Aanmerkingen naar aanleiding van de herziening van het kadastraal inkomen, opdat het op de meest gepaste wijze zou gebeuren en de eigenaars zouden verwittigd worden.

ANTWOORD.

Het kadastraal inkomen wordt herzien in geval van wijzigingen in de gebouwen of in den aard der niet bebouwde eigendommen en ook wanneer het vatbaar is voor vermeerdering of vermindering van ten minste een tiende per strook. (Art. 6 der samengeordende wetten.)

De eigenaars worden verwittigd van de belangrijke onderzoekingen door deskundigen, zooals die met betrekking tot de industriele en buitengewone inrichtingen, maar voor de ramingen is het moeilijk op voorhand het uur en zelfs den dag te bepalen waarop daartoe zal worden overgegaan, zoodat de belanghebbenden niet steeds kunnen verwittigd worden; maar in elk geval krijgen zij kennis van het onderzoek en kunnen zij hunne aanmerkingen doen gelden.

BIJLAGE II.

NOTA BETREFFENDE DE WERKZAAMHEDEN VAN DE TECHNISCHE COMMISSIE VOOR HET BESTUDEEREN DER BESTUURSDIENSTEN VAN DEN STAAT.

De technische Commissie voor het bestudeeren der Bestuursdiensten van den Staat heeft dit jaar haar onderzoek voortgezet omtrent de inrichting en de werkwijze van de ministerieele departementen volgens het plan uiteengezet in de nota gevoegd bij het Verslag van de Commissie voor de Financiën van den Senaat (*Gedr. St.*, n° 156) voor 1923 en bij het verslag namens de Commissie der Kamer voor de Begrooting van 's Lands Middelen uitgebracht (*Gedr. St.*, n° 45).

Ten einde volkomen ingelicht te zijn over de werkwijze der bestuursdiensten, heeft zij onderzoekingen ter plaatse ingesteld, de ambtenaren van de betrokken diensten gehoord en heeft zij eene vragenlijst opgesteld waarop de besturen verzocht werden met nauwkeurigheid te willen antwoorden.

* * *

De Commissie bestudeerde voorceest eenige algemeene vraagpunten die het geheel van de Staatsbesturen betreffen.

Zij ging namelijk voort met het bestudeeren van het vraagstuk der aanwerving en der bevordering van de ambtenaren, alsmede dat der centralisatie en der hervorming van de pensioen- en lijfrentekassen, met het oog op de eenmaking en de vereenvoudiging van deze diensten.

In dezen zelfden gedachtengang zet zij het onderzoek voort van onderscheidene andere quaesties waarover nog geen verslagen konden uitgebracht worden. Te weten :

De vereenvoudiging der vormvereischten voor de uitbetaling der pensioenen en der jaarwedden van de Staatsagenten, alsmede over de wijze waarop de comptabiliteit van de departementen wordt gehouden. De voorschriften van de organieke wet der Staatscomptabiliteit van 15 Mei 1846 en een algemeene verordening van 10 December 1868 zijn nog steeds in voege voor deze verrichtingen en veroorzaken groote bezwaren in het schrijfwerk;

De Commissie heeft dus onderzocht in welke mate de benutting van de postchek-rekeningen de gewenschte vereenvoudiging zou kunnen aanbrengen;

De wijze van aanbesteding der openbare werken;

De vermindering van het getal raadgevende commissiën en de quaestie van de presentiegelden;

De centralisatie van de Staatslaboratoria, enz., enz.

* * *

De Commissie heeft vervolgens de werkwijze onderzocht van sommige departementen of van sommige diensten van de departementen van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, van Nijverheid en Arbeid, alsmede het Beheer van de Marine in het Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen.

Wat betreft het Ministerie van Binnenlandsche Zaken heeft de Commissie aan de Regeering een lang verslag overgemaakt, waarvan de Minister van Binnenlandsche Zaken thans de praktische uitvoering onderzoekt.

Zij heeft namelijk in overweging gegeven de uitbreiding van de bevoegdheid der Centrale Commissie voor de statistiek. Dit organisme zou bestemd zijn om te vermijden dat het zelfde werk in verschillende besturen zou gedaan worden, en zou eveneens eene ernstige besparing doen verwezenlijken door de centralisatie van al de documentatie, van de onderzoekingen, van het schiften der uitslagen en van de bekendmakingen betreffende het heele Rijk.

De Commissie wijdde eveneens hare aandacht aan de organisatie der provinciale besturen en der arrondissementscommissariaten. Zij heeft aan de Regeering wijzigingen gegeven om de betrekkingen tussehen de Regeering en de provinciale en gemeentelijke besturen sneller en eenvoudiger van de hand te doen gaan. Eene meer technische indeeling van de verschillende bevoegdheden werd insge ijsks voorgesteld. Wat onder meer de wegen betreft stelt de Commissie voor de diensten van Staat, provincie en gemeente te centraliseeren.

Ten slotte heeft de Commissie aan den Minister van Binnenlandsche Zaken voorstellen gedaan betreffende de arrondissementscommissariaten. Zij had daarbij vooral op het oog de financiële noodzakelijkheid bij de gemeenten strenger aan te dringen op het in orde brengen van hare begrooting.

Het Ministerie van Nijverheid en Arbeid werd aan een even omstandig als grondig onderzoek onderworpen.

De Commissie heeft wijzigingen voorgesteld voor de verdeeling der bevoegdheden. Zij had bij dien arbeid vooral op het oog de bevoegdheid van de verschillende besturen en de indeeling van hun arbeidsveld, alsmede de gebruikte lokalen.

In het Departement van Spoorwegen heeft de Commissie vooral het beheer van de Marine onderzocht.

Na wijzigingen te hebben voorgesteld in het Middenbestuur, heeft zij tevens eene reeks raadgevingen aangebracht; de Minister van Spoorwegen, Marine, Posterijen en Telegrafen heeft onmiddellijk aan een zeker getal voorstellen gevolg gegeven, voor andere zal het geschieden binnen min of meer korten tijd. De voorstellen betreffen vooral de wijze waarop het personeel wordt benuttigd en de grondslagen waarop hunnebezoldiging wordt berekend.

Om een voorbeeld te geven, werd er dadelijk eene vermindering van 61 eenheden gedaan in het personeel der pakketbooten en 4 bij de kustloodsen, zonder dat het in deze diensten eenige ontreddeering heeft veroorzaakt. Zeven en vijftig bedienden konden eveneens worden ontslagen in den lootsdienst van Antwerpen en Vlissingen. Deze verminderingen laten eene onmiddellijke besparing toe van 1,400,000 frank, en eene besparing van 3,000,000 frank ongeveer zal eerlang kunnen gedaan worden.

Andere door de Commissie voorgestelde hervormingen worden in

beginsel aangenomen, maar het hangt van sommige omstandigheden af of ze kunnen verwezenlijkt worden: zooals de vermeerdering van de loodsrechten in verband met zekere hangende onderhandelingen met Holland, het overbrengen naar Oostende of naar Zeebrugge van de loodsinstellingen van Vlissingen in verband met de oprichting van een gemengden loodsdienst, of loodsdienst gelijkelijk voor zee- en binnenvaart, evenals de opheffing van het kader der loodisleerlingen en dezer vervanging door vast bezoldigde matrozen.

De Commissie houdt zich bezig met de studie van eene reeks diensten waarover nog geene verslagen werden uitgebracht.

Vooralsnu legt zij ter studie de inrichting van het bestuur der Openbare Werken, van het bestuur der Volksgezondheid en van onderscheidene diensten van den Spoorweg.

De uitgebreidheid der diensten van dit Departement is inderdaad van zulken aard dat men moet beginnen met de zaken bij gedeelten te bestudeeren. De Commissie heeft hare aandacht gevestigd op den kleedingsdienst, de werkhuizen, de stand- en stelplaatsen, de commissiën tot goedkeuring, den dienst van de drukpers, alsmede het afleveren van biljetten tot vrijverkeer en kosteloze abonnementen.

Anderdeels bestudeert zij de inrichting van den Vereffeningsdienst van het Nationaal Voedingscomité.

De ondernomen studie over de uitbetaling der wedden en pensioenen alsmede over de comptabiliteit, waarvan hooger gewag werd gemaakt, heeft de Commissie gebracht tot het onderzoek van de werking der Agentschappen van 's Rijks Schatkist; deze zijn inderdaad overlast door hunne tusschenkomst in de betalingen door de Nationale Bank voor 's Rijks rekening uitgevoerd.

De inrichting van den *Moniteur*, van de Griffie's, van de Hoven en Rechtbanken ligt insgelijks ter studie.

Ten slotte heeft de Regeering aan de Commissie twee Universiteitsprofessoren toegevoegd, die belast worden met de studie der diensten van Kunsten en Wetenschappen.

Amendement proposé par la Commission.

Disjoindre les articles 1 et 2 du projet de loi. (Taxe d'ouverture sur les débits de boissons fermentées) et en former un projet de loi distinct.

Amendement door de Commissie ingediend.

De artikelen 1 en 2 van het wetsontwerp (Openingstaxe op de slijterijen van gegiste dranken) af te scheiden en er een afzonderlijk wetsontwerp van te maken.
